

videm. Ser change 10 - Aulas 19
Stal. 17

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

NE JAMAIS DÉSESPÉRER DE LA RÉVOLUTION

Notre camarade Robert Louzon n'était pas présent à notre repas du cinquantième anniversaire de « la R.P. ». Il est pourtant l'un des derniers survivants du « noyau » fondateur. Mais sa santé ne lui a pas permis de faire le long déplacement jusqu'à Paris.

Il a envoyé aux convives la déclaration ci-dessous qui a été lue après les agapes :

Permettez-moi de vous adresser ce mot, par l'intermédiaire de Charbit, pour excuser l'un des fondateurs de la R.P. — moi-même — de ne pas être venu assister à ce repas du cinquantième, mais cela m'était vraiment impossible physiquement.

Permettez-moi aussi d'en profiter pour risquer un conseil, un conseil de vieux : ne désespérez jamais de la révolution !

Comme n'importe quelle autre vie, celle de militant connaît bien des tracasseries personnelles : révocations, prison, expulsions, camps de concentration, etc... Mais cela n'est rien, ou tout au moins peu de chose ; ce qui est beaucoup plus grave c'est de voir des mouvements auxquels on croit et auxquels on a participé, décliner et même risquer de disparaître. Car toute évolution connaît des hauts et des bas, des moments d'accélération et d'autres de déclin.

par Robert LOUZON

Or, les périodes de lente évolution sont la règle, celles de révolution l'exception, mais ce sont tout de même ces dernières qui déterminent le cours de l'histoire, car c'est au cours d'elles que se produisent les profondes transformations, les mutations. L'un de nos grands maîtres, l'anarchiste Elisée Reclus, a décrit ce cours qui est en même temps le cours de la nature, en termes excellents et je me permets de vous y renvoyer.

Si j'insiste sur ce point, c'est que précisément les idées qui nous sont chères, les principes qui nous ont servi et continuent à nous servir de guides, ceux de l'action directe et du syndicalisme révolutionnaire, semblent être aujourd'hui délaissés, ou bien « dépassés » comme l'on dit maintenant. On tend, semble-t-il, à faire confiance beaucoup plus qu'au début du siècle aux interventions d'intermédiaires, aux Parlements ou à des « bureaux politiques »,

DANS CE NUMERO :

- Les "réformes" de MM. Sudreau et Haby
par Raymond GUILLORE
- Les hommes primitifs en péril
par Jacques GALLIENNE
- X ● Kropotkine, prince anarchiste 14
par Roger HAGNAUER
- Les dépenses militaires en URSS (document) X 18
- Contre l'organisation de la violence
par Louis SIMON

plutôt qu'à l'action même des travailleurs que l'on veut réduire à l'état de simples exécutants.

C'est que, voyez-vous, intensité et durée sont deux facteurs antagonistes : plus un effort est grand, moins on peut le soutenir longtemps. C'est pourquoi le syndicalisme révolutionnaire peut n'être considéré aujourd'hui par certains que comme un feu de paille, et le pouvoir des soviets, celui des véritables soviets, les soviets de 1905 et de 1918, que comme un accident historique, alors que les bureaucraties qui leur ont succédé seraient, pense-t-on, les véritables moteurs de l'histoire.

De fait, la grande période du syndicalisme révolutionnaire en France n'a guère duré que dix ans et celle des soviets russes, celle des vrais soviets, encore moins ; pareillement, à une époque plus rapprochée de nous, le soulèvement parisien de mai 68 n'a vécu que quelques semaines, mais ce sont tout de même ces mouvements qui ont déterminé

la marche de l'histoire, car, qu'il s'agisse de bricoles comme la réforme de l'enseignement ou de transformations fondamentales comme celles qui se sont produites en Russie, c'est à l'action brève mais directe des étudiants parisiens ou des prolétaires de Leningrad et de Moscou qu'ont été dues les transformations de fond qui se sont produites alors, et qui ne sont, ainsi que tout semble l'indiquer, que le prélude à une transformation plus profonde encore des conditions d'existence des sociétés humaines.

Si je dis tout cela, chers camarades, c'est pour vous convaincre, comme j'en suis moi-même convaincu, que notre travail n'a pas été vain et qu'il persiste à ne pas l'être. Nous ne sommes plus qu'un petit foyer qui couve sous la cendre, mais un foyer qui, le jour venu, mettra le feu aux poudres.

C'est pourquoi j'ai été heureux de vivre, et j'espère qu'il en sera de même pour vous.

AU REPAS EN COMMUN DU CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE

FRATERNITÉ

dans le souvenir, dans l'action présente et pour l'avenir

Le 9 mars, nous étions donc réunis autour de la table d'un modeste banquet pour fêter ensemble le cinquantenaire de la revue de Pierre Monatte, de notre revue.

Il y avait là une bonne centaine de militants d'au moins trois générations. Il s'agissait certes d'évoquer des souvenirs, de riches souvenirs. Il s'agissait aussi de renforcer notre accord pour la poursuite de notre effort, pour que « la R.P. » continue de vivre, pour qu'elle se développe.

Ne parlons pas de la chère qui fut bonne — mais nous n'étions pas réunis pour banqueter — ni du bon vin qui fut suffisant. Certes, cela suppose une organisation, des efforts qu'il faut accomplir, des difficultés qu'il faut surmonter. Nous en devons remercier aux camarades qui s'y sont dépensés.

Le camarade *Robert Louzon*, dernier survivant de la trinité qui a lancé « la R.P. » (Monatte, Rosmer, Louzon) n'avait pas pu se déplacer de sa Provence à Paris. Quand nous lisons ici ses articles si pleins de jeunesse et d'ardeur, nous ne pouvons penser que le poids des ans se fait sentir aussi sur ses épaules. Pourtant, il a dépassé depuis longtemps ce qu'on appelle l'espérance de vie. Son expérience de militant révolutionnaire, ses actes étant toujours en accord avec ses idées, est irremplaçable.

Il nous a adressé pour être lue par Charbit à notre repas, la déclaration digne de sa jeunesse qu'on a lue en tête de ce numéro.

Après ces agapes, en effet, et selon déjà une habitude, la parole est donnée à ceux qui la demandent et, singulièrement à ceux qui ne la demandent pas. Bien entendu, la priorité a été aux membres du premier « noyau », celui de 1925. *Ferdinand Charbit* et *Roger Hagnauer* furent de ceux-là. Ils parlèrent avec une émotion communicative. *Maurice Paz* qui fut l'avocat de Monatte dans l'affaire du « complot » de 1920, fit revivre pour nous ses souvenirs. Nous ne pouvons qu'énumérer en demandant excuse pour les oublis possibles tous ceux qui par-

lèrent brièvement au cours de cette rencontre de militants : *Daniel Guérin*, *J.J. Toublet*, *Albert Lemire*, *Marcel Body*, *Marius Giraud*, *Blondel* (de la Fédération F.O. des Employés), *Roger Lapeyre* (qui détentait un moment l'atmosphère), *Florestan Malfatti*, *Antonio*, *Jean Maitron*, *Devriendt*.

L'éloquence ne manqua pas, la fraternité non plus qui, en général, est de règle dans ces manifestations qui, de cinq ans en cinq ans, marquent la vie de « la R.P. » ; elle s'imposait encore davantage pour un cinquantenaire. Pourtant, « la R.P. » n'aurait plus été ce qu'elle est si certaines divergences ne s'y étaient montrées. Une certaine opposition se manifesta, à l'extrême-droite de la salle. Rien que de très normal. Pourquoi faut-il cependant qu'un camarade (mais est-il un ami de « la R.P. » ?) prétendit un moment interdire à un de nos amis de s'exprimer librement et complètement. Nous devons en tirer la leçon en ce qui le concerne. Il avait affaire à trop forte partie. Il réussit pourtant — c'est sans doute ce qu'il cherchait — à créer un instant de trouble dans notre réunion. Cela ne dura pas. Notre camarade historien *Jean Maitron* sut, avec talent et énergie, refaire le silence et l'unanimité. Il parla de l'effort énorme entrepris par son équipe historique, qui comprend plusieurs amis de « la R.P. » pour élaborer un dictionnaire complet du mouvement ouvrier, pas un dictionnaire pour « les grosses têtes » seulement, mais un ouvrage qui fait une place à tous les sans-galons, les sans-grades.

Ce sont les chants de « l'Internationale » et de « *Bandiera Rossa* » qui clôturèrent cette rencontre.

L'équipe de « la R.P. » remercie particulièrement les camarades qui y sont venus de province ou des pays voisins, la Belgique, la Suisse, et l'Espagne. Nos remerciements chaleureux vont aussi au camarade *Ben Miled*, de Tunis, qui a envoyé aux convives un colis de dattes et à la camarade *de Jager-Fimmen*, de Genève, qui a offert des exemplaires de son ouvrage « *La Commune vivante* ».

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

REFORMER L'ENTREPRISE

La montagne qui accouche d'une souris

Nous l'avons dit dans notre dernière chronique. Nous ne nous en dédisons pas. La montagne, c'est le rapport Sudreau gros de deux cents pages. La souris, c'est l'application qu'on en fera, au moins immédiatement, dans la vie quotidienne de l'entreprise.

Gilbert Mathieu a écrit (dans « Le Monde » du 13 février) qu'il y avait dans ce rapport « la matière d'une bonne dizaine de lois-cadres et de quatre ou cinq fois plus de textes d'application ». Eh bien ! attendons ces lois et plus encore ces décrets d'application. On sait assez que le temps est long entre la bonne intention du législateur, quand elle existe, et la loi qui la codifie ; que le temps est plus long encore entre le vote de la loi et les décrets qui la rendent applicable. Quelquefois, les décrets d'application ne viennent jamais ; ce fut le cas pour la loi Neuwirth sur la contraception ; c'est encore le cas pour la loi Simone Veil sur l'interruption de grossesse, au moins dans la pratique actuelle.

Pour le moment, sur la réforme de l'entreprise qui doit être la grande réforme du règne giscardien, nous n'en sommes qu'au copieux rapport de la commission Sudreau. Le document est paru ; il faudra le lire complètement et le commenter davantage. Nous devrions nous y mettre à plusieurs. Le texte est long si la matière n'est pas tellement dense. Et l'on connaît le style très spécial de cette sorte de prose. Il faudra donc que nous absorbions « ces propositions qui s'inscrivent dans une perspective » !

Nous le ferons. Aujourd'hui nous avons notre suffisance des larges extraits publiés dans la presse. On goûtera déjà les euphémismes. Par exemple, on ne dira pas qu'il faut « réglementer le droit de grève » ; on dira qu'il faut « actualiser les procédures de solution des conflits du travail ».

Au départ, le rapport Sudreau annonce lui-même qu'il ne cassera rien. Il s'agit, dit-il, de réformer l'entreprise « dans une économie de marché ». Cela au moment où le plus grand secteur de l'économie échappe au marché et exerce même sa domination sur ce qui en reste. L'économiste américain bien connu, J.K. Galbraith, en fait la démonstration dans son ouvrage récemment traduit en français : « La science économique et l'intérêt général ». Encore une lecture sur laquelle il faudra revenir.

Laissons Galbraith pour Sudreau, bien que le style du premier soit autrement agréable. La principale proposition du rapport se résume dans l'expression de « co-surveillance » qu'on n'a pas fini maintenant d'entendre rabâcher. Il s'agit d'introduire des représentants des salariés dans les « conseils de surveillance » des sociétés anonymes. Mais quand on sait que les dits conseils de surveillance ne surveillent pratiquement rien, on peut s'attendre à un bouleversement des rapports de classe dans l'entreprise ! D'ailleurs le rapport Sudreau prend toutes les précautions ; il déclare : « la représentation des salariés doit être minoritaire ». Il se dispense même de dire pourquoi, tant cela lui semble aller de soi. Il accorde aux salariés un tiers de l'effectif du conseil de surveillance, seulement dans les entreprises de plus de mille salariés, et encore « facultativement », au moins pour le moment. Il va à pas comptés et précise bien, plusieurs fois, qu'il s'agit d'une réforme « progressive ».

On voit en effet que toutes ces précautions s'imposent avant de commencer à opérer d'aussi audacieux changements !

Nous ne croyons pas que, sous cet aspect-là, la

réforme suscite l'enthousiasme des travailleurs. Elle excitera peut-être mieux leur intérêt dans la partie qui concerne les transformations possibles dans la vie quotidienne de l'entreprise, c'est-à-dire dans les conditions de travail. Pour intéressantes qu'elles soient, les propositions Sudreau ne sont pas originales. Leur application est déjà en train de se faire dans plusieurs pays d'Europe. En somme, dans ce qu'il a de meilleur, le rapport Sudreau enfonce des portes ouvertes.

Il dresse une liste des « indicateurs sociaux », durée du travail, accidents du travail, maladies professionnelles, promotion, environnement, situation des travailleurs immigrés, indicateurs qui vaudraient mieux que la seule considération de la productivité de l'entreprise. Il aborde la réforme de la médecine du travail, de l'inspection du travail. Il va plus loin : il parle de la décentralisation des décisions dans l'entreprise ; il engage à entreprendre et à développer les expériences d'équipes autonomes ou semi-autonomes à l'intérieur de l'ensemble de l'entreprise. Il préconise l'institution de nouvelles formes de sociétés industrielles, telles « les sociétés de travailleurs associés » dans lesquelles les bailleurs de fonds n'auraient pas de contrôle sur la gestion.

Nous n'avons pas l'intention de passer sous silence les bonnes intentions du rapport Sudreau. Ce sont en général des objectifs que s'étaient donnés depuis longtemps les syndicats ouvriers. Le rapport fait d'ailleurs bonne part aux syndicats. Il leur reconnaît la qualité d'interlocuteurs privilégiés au niveau de l'usine, de la branche, de la nation. Il les désigne comme « facteur de régulation sociale ». Voilà qui doit prêter chez nous à réflexion, à discussion, à contestation. Cela m'étonnerait qu'il en soit autrement.

..*

Il est encore un point sur lequel nous ne manquerons pas de revenir. Le rapport Sudreau dit quelque part qu'il faut « revaloriser le travail manuel ». Voilà une expression qui revient fréquemment dans les discours officiels et, aussi, dans ceux des leaders syndicaux. Il faut voir ce qu'elle peut signifier pratiquement. Ou bien ce n'est qu'un vœu pieux, un coup de chapeau au prolétaire, quelque chose qui ne va pas plus loin que ces statues du forgeron qu'on dressait naguère sur les places des bourgades. Ou bien cela veut dire que le travail manuel sera mieux payé, que sa place dans la fameuse échelle des revenus sera meilleure, qu'il ne sera pas considéré comme inférieur au travail intellectuel ou réputé tel, que celui-ci perdra, par rapport au travail manuel, les privilèges économiques qui l'accompagnent aujourd'hui.

Si c'est cela — et c'est ainsi que nous le comprenons — attention ! ce relèvement de la rémunération du travail manuel ne peut pas signifier autre chose qu'un resserrement de la hiérarchie, à moins que cette revalorisation du travail manuel n'aboutisse qu'à survaloriser les tâches qui, dans l'état actuel des choses, le sont déjà. Alors, vous allez entendre les protestations de M. Malterre (de la C.G.C.) et de M. Le Guen (de la C.G.T.). Avec les mêmes mots, ils viennent d'affirmer que « l'écrasement de la hiérarchie a atteint la limite du supportable » !

Mais que dit donc le rapport Sudreau de cette sacro-sainte hiérarchie ? Il déclare — et c'est encore une de ses bonnes intentions — qu'un salarié qui le demande doit avoir communication des *grands traits* de la hiérarchie des salaires dans son entreprise. Mais écoutez bien, cela en vaut la peine, il ajoute que s'il ne propose pas « une totale clarté » sur les rémunérations, c'est parce que « la société française ne paraît pas

mûre pour l'accepter... comme si les rémunérations versées ne paraissent pas justifiées ou n'étaient pas proportionnées aux services rendus ».

Ne croyez-vous pas qu'on peut s'arrêter aujourd'hui sur cette savoureuse citation?

REFORMER L'ENSEIGNEMENT Nouvelle édition

Depuis que la V^e République oscille sur son trône, c'est-à-dire depuis qu'elle existe, et plus particulièrement depuis 1968, on n'arrête pas de réformer l'enseignement public, ni de soutenir et subventionner l'enseignement privé. Tout est bon prétexte pour ce dernier, y compris « la formation permanente », et aussi l'incohérence entretenue de l'enseignement public.

On ne compte plus maintenant, parce qu'ils sont trop, les ministres de l'Education Nationale, ou de l'Education tout court. Pourquoi cette dernière et étrange restriction? Puisqu'on en est à la mode « rétro », pourquoi ne pas redonner à ce département ministériel la vieille dénomination d'instruction publique? Pour plusieurs raisons que je donnerai si l'on m'y pousse, je dirai que cela me satisferait davantage.

Le nombre des réformes est encore supérieur à celui des ministres. L'une n'attend pas l'autre. Une réforme est annoncée alors que la précédente n'est pas accomplie, avant même parfois qu'elle ait commencé d'être appliquée. Les usagers, c'est-à-dire les étudiants, les élèves, les écoliers et les parents (j'oubliais les professeurs!) ne s'y retrouvent pas. L'école, elle, se retrouve à chaque fois plus mal en point.

La crise de l'école n'est qu'un aspect et l'un des plus caractéristiques de la crise de la société. La société a son école. Celle-ci n'est qu'un reflet, particulièrement frappant, de la société établie, de sa hiérarchie, de ses classes sociales, des idées dominantes. La crise actuelle de l'école est un des traits de la mutation révolutionnaire qui atteint aujourd'hui toutes les institutions sociales dont certaines sont par définition conservatrices.

La signification de l'école, le rôle de l'école ne sont pas si simples à définir. Comme il est « normal », le bien et le mal, le progrès et la réaction s'y côtoient et s'y combattent. De prétendus « dialecticiens » ne comprennent pas ça. Ils croient avoir découvert que l'école est « une école de classe ». Au début de ce siècle déjà, « l'Assiette au beurre », revue satirique qu'une thèse récente vient de faire revivre et dont nous avons parlé dans notre précédent numéro, avait montré l'école au service de la classe dominante. Elle a été constituée par la bourgeoisie et pour elle. « L'école du peuple », c'est-à-dire pendant longtemps l'école primaire, devait servir aussi les intérêts bien compris de la bonne société. Ses fondateurs bourgeois, Jules Ferry en tête, l'avouaient cyniquement, mais avec la conscience tranquille. Il est vrai que Thiers disait que « le peuple en saurait toujours assez ».

Nous retrouvons la contradiction inhérente à l'école comme à toutes les institutions démocratiques. Le peuple — et dans le peuple, la classe ouvrière particulièrement — croit à l'école, comme il croit au suffrage universel. Il a lutté pour l'une en même temps que pour l'autre. Les instituteurs

ont été avec ce courant-là, et ils ont bien fait. C'est vrai qu'ils se prêtèrent, avant 1914, dans leur majorité, à l'exaltation du patriotisme et de la revanche. C'est vrai aussi qu'en 1940 la bourgeoisie réactionnaire voulut leur faire porter la responsabilité de la défaite.

L'école de l'Etat, faite pour sa conservation, quelle que soit la forme de l'Etat, est secouée par une contradiction plus profonde que toutes les autres institutions. Il suffit d'ouvrir les yeux : partout, l'école et l'université sont les foyers de la contestation et de la révolte.

L'école ne peut être, à elle seule, libératrice. Personne n'y croit plus. C'est en se libérant d'elle que l'individu trouve, ou a l'impression de trouver, sa personnalité autonome. Il est contradictoire, mais il n'en est pas moins vrai, qu'elle lui a donné des instruments de la libération. Illich, contempteur de l'école, est lu par ceux qui y sont allés, souvent fort longtemps, parfois trop longtemps.

**

Les camarades excuseront ce préambule d'allure philosophique, et d'ailleurs insuffisant de ce point de vue. Ils voudront certainement le compléter, l'améliorer, ou le contredire. Et j'y reviendrai moi-même très probablement.

Ce qui domine à mon avis cette discussion nécessaire, c'est que l'école d'aujourd'hui n'est plus celle qu'ont connue, dans leur enfance, les militants ouvriers contemporains de la fondation de « la R.P. » âgée d'un demi-siècle. L'école primaire était l'université pour la majorité des travailleurs, en attendant l'école de l'atelier, celle du syndicat. Les enseignements dits secondaire et supérieur étaient l'apanage des fils de la bourgeoisie, mis à part des cas exceptionnels résultant d'un écrémage parcimonieux du prolétariat. On avait même créé un enseignement primaire supérieur pour les enfants des petits-bourgeois et pour « former » les petits et moyens fonctionnaires des administrations publiques.

Tout cela est changé avec l'enseignement « de masse » jusqu'à seize ans et au-delà, quand le baccalauréat des bourgeois remplace bientôt le vieux certificat d'études abandonné (c'est un mauvais remplaçant), quand les enfants du peuple, en nombre croissant, font le siège des universités.

La philosophie de l'école, de l'enseignement en général, en est transformée. Du moins, devrait-elle l'être.

Je viens d'écrire, inopportunistement, le mot de philosophie. Cela m'incite à parler d'un point du rapport Haby qui, de loin, n'est pas le plus important. C'est la suppression de la classe de philosophie, jadis fleuron de l'instruction secondaire bourgeoise. Les professeurs de ces classes protestent évidemment, comme protestent au moins autant les professeurs d'histoire et de géographie dont les spécialités disparaîtraient dans le gouffre mal connu des « sciences humaines » (peut-être, là aussi, deux mensonges en deux mots). Ces maîtres ont sans doute quelque raison de protester. Je ne peux oublier cependant le rôle réactionnaire qu'ont joué, un moment, les professeurs de latin dans « l'étêtement » de l'école primaire et l'ouverture prématurée de l'enseignement dit secondaire aux enfants de

onze ans et même moins, et la sélection dès cet âge d'une « élite ». Le rapport Haby fera mieux ; nous allons le voir.

Je lis pourtant, dans « le Monde de l'Éducation » de ce mois, sous la plume de Jacques Derrida, éminent professeur de philosophie, ceci que je ne puis qu'approuver :

« Se limiter à défendre la classe de philosophie ce serait tenter de maintenir un très vieux verrou psychologique, sexuel, socio-politique. »

Notre philosophe préconise une « extension de la philosophie » qui imprégnerait en fait toutes les matières de l'enseignement.

Mais il ne faut pas commencer par la fin. Au commencement est l'école maternelle et l'école primaire, laquelle, comme son nom l'indique, est le fondement de tout le reste.

Eh bien ! M. Haby veut attacher son nom à cet exploit : introduire la sélection, la ségrégation dès l'école enfantine ! Les « meilleurs » doivent apprendre à lire avant cinq ans, entrer aussitôt dans « la grande école », sauter des classes et... et arriver maintenant à dix ans ou moins aux portes du lycée où les beaux avenir leur sont promis et, pourrait-on dire, réservés.

Et les autres ? Les autres... ? Eh bien ! quoi. Il n'y a pas de sot métier. Un boueur vaut un ingénieur. Le vaut-il « sur le marché » comme dirait M. Sudreau ? C'est une autre histoire.

Mais dans cette course-là, les braves parents, aveuglés par les idées des classes riches et puissantes, mal instruits par leur propre expérience, voudront encore « pousser » leurs enfants. Pourquoi leur fils ou leur fille, si intelligent, ne saurait-il pas lire à quatre ans, pourquoi n'entrerait-il pas à cinq ans à l'école primaire ; à neuf ou dix ans au lycée ?

La philosophie du rapport Haby peut se résumer dans une phrase. C'est celle que je lis, avec un effarement presque amusé, dans une interview du ministre, parue dans « Le Monde de l'Éducation » :

« Le raisonnement conduit à ouvrir le cours préparatoire à des enfants de moins de six ans, mais qui perdent visiblement leur temps à l'école maternelle. »

Ainsi, il est possible pour un bambin de perdre son temps à l'école maternelle ! La vie est une course contre la montre ! Le plus fort, c'est que M. Haby dit un peu plus loin que l'enfance est « peut-être la plus intense période de la vie ». Non, ce n'est pas le plus fort ! Je le trouve dans le titre que « Le Monde de l'Éducation » a donné à cette interview : *« L'enseignement doit cesser d'apparaître aux enfants et aux parents comme une course de vitesse » !!*

Il est vrai que le titre n'est pas de M. Haby. Disons quand même que les bonnes intentions ne manquent pas dans son rapport. On en relèvera ici certainement. C'est comme si on voulait relever « les points positifs » du rapport de M. Sudreau. L'analogie entre les deux rapports apparaît plusieurs fois. C'est la conception de base qui est mauvaise. Dans l'un et l'autre cas, la réforme est une peau de chagrin. Elle se réduit à l'usage. Elle n'est plus rien.

PUISQUE L'ÉCOLE EST LE REFLET DE LA SOCIÉTÉ...

Puisque nous en sommes là, il ne manque pas d'intérêt de lire (toujours dans « Le Monde de l'Éducation ») l'étude de M. Girod de l'Ain sur les « accès à l'enseignement supérieur ». Voyons ce qui se passe en U.R.S.S. (si ce n'est pas vrai, vous vous adresserez à M. Girod de l'Ain).

« Chaque établissement d'enseignement supérieur organise ses concours d'entrée. Le premier, le plus sélectif, donnant accès aux études à temps plein, a lieu au début d'août. Les deux autres, réservés aux candidats qui ont exercé un emploi pendant au moins deux années, ouvrent aux études à temps partiel : par correspondance et du soir ».

Peu de choses à objecter jusqu'à maintenant, sauf pour ceux qui crient et manifestent sous la bannière « pas de sélection », sauf aussi la discrimination entre les deux catégories d'étudiants.

Mais lisons encore : *« Le nombre des places offertes aux enseignements à temps plein et à temps partiel dans chaque institution est fixé par le Plan, en tenant compte des besoins de l'économie... ».*

Je ne dit pas que c'est mal ; je laisse ce soin à ceux qui protestent contre la liaison entre l'industrie et l'université, quittes à dire ensuite, ou en même temps, que l'université ne donne pas d'emploi.

Lisons encore un peu plus loin : *« Depuis l'éviction de Krouchtchev en 1964, la priorité est de nouveau donnée — comme pendant la période stalinienne — à la qualité intellectuelle des candidats. En conséquence les contingents de places réservées aux enfants d'ouvriers et de paysans ont été supprimés ».*

Ajoutons encore : *« La sélection paraît très sévère : en 1970, un diplômé du secondaire sur six a été admis dans un établissement d'enseignement supérieur ».*

Si vous n'êtes pas content, adressez-vous à M. Girod de l'Ain et, secondairement (ou peut-être primordialement) au régime social de l'U.R.S.S. Puisque l'école est le reflet de la société...

POUR QUI CHAUFFE LE PRINTEMPS ?

Renault est de nouveau en pleine effervescence. Et Renault, c'est l'avant-garde. C'est l'avant-garde dans la métallurgie, et c'est l'avant-garde pour toute la classe ouvrière. Des conquêtes qui sont maintenant assurées, légalisées, pour tous les travailleurs ont d'abord été acquises chez Renault (les quatre semaines de congé payé, par exemple).

La lutte chez Renault a commencé avant la négociation. Ça peut s'admettre. Après tout ce sont les ouvriers qui décident (si ce sont eux qui décident).

Au moment où nous écrivons, la bataille a encore un aspect sporadique, une suite de harcèlements. Il faut être de « la boîte » pour juger de cette tactique ; et la boîte est immense, divisée en plusieurs usines disséminées, avec des filiales, des entreprises annexes ; c'est la plus grosse entreprise française avec plus de cent mille salariés.

Ce qui fait le caractère particulier de Renault, c'est que l'entreprise n'a pas de patron. J'entends : pas de patron privé, pas de capitaliste privé. Elle ne fonctionne pas sur le mode des entreprises dites

capitalistes avec la recherche du profit maximum ; elle n'est pas même monopoliste. Le patron de cette Régie Nationale, c'est l'Etat, c'est donc le gouvernement, avec le directeur général nommé par lui. Cela n'empêche pas que les ouvriers s'y trouvent encore exploités, insuffisamment protégés par les lois sociales qui y sont intégralement appliquées, quelquefois dépassées. Cela n'empêche pas qu'ils doivent recourir aux arrêts de travail.

Cette particularité de Renault d'être une entreprise nationalisée explique aussi que les syndicats et les partis d'opposition y mènent la danse parce qu'ils ont ainsi une possibilité extra-électorale de s'opposer au gouvernement. D'autant plus que l'une des centrales syndicales, la plus importante en effectif, surtout chez Renault, a la même direction que le parti réputé « le plus à gauche », que les dirigeants syndicaux sont aussi, en personne, dirigeants du parti. Il y a encore des gens, des journalistes de gauche en particulier, qui croient — ou feignent de croire — que cette direction unique ne signifie pas une stratégie unique. Qu'ils continuent, s'ils y tiennent, à s'aveugler eux-mêmes !

L'aveuglement est d'autant moins excusable que le P.C.F. n'a pas manqué d'affirmer son rôle dirigeant dans ce qu'il considère comme sa forteresse. Il a pris à son compte les revendications des travailleurs, y compris l'augmentation uniforme qu'il combattait hier. Il n'entend laisser à personne, surtout pas aux « gauchistes », si peu que ce soit du fameux « rôle dirigeant ».

A propos, en U.R.S.S., comment cela se passe-t-il ? Le directeur d'un grand combinat est bien nommé, lui aussi, par le gouvernement. Oui, mais on ne dira que c'est un bon gouvernement et qu'il nomme un bon directeur. Ah ! bon...

DANS L'INTERNATIONALE

Sous cette rubrique la répression en Tchécoslovaquie est évoquée dans la R.P. de Février, plus particulièrement le cas de quelques camarades réhabilités en 1969 et dont la réhabilitation fut annulée en 1970. Les cas de ce genre furent nombreux. Ce serait une erreur de croire qu'ils passèrent inaperçus dans tout le mouvement ouvrier français, puisqu'ils furent à l'origine de la constitution du « Comité du 5 Janvier ».

Ce Comité existe en effet depuis 1970. Plus précisément, il s'est constitué pour le deuxième anniversaire du Comité Central du P.C. tchécoslovaque qui avait décidé d'imprimer un « cours nouveau » à la politique du pays. Ce Comité milite pour une Tchécoslovaquie libre.

Depuis 1970 il n'a cessé d'œuvrer pour la défense « des victimes de l'absolutisme bureaucratique ». En 1972 son action fut particulièrement spectaculaire :

Location à trois reprises d'une demi-page du « Monde » pour l'insertion d'un Appel qui fut plus que « l'Appel des 100 », puisque le millier de signataires fut dépassé ;

Edition d'un « Lysty » en langue française ;

Edition de cartes spéciales à envoyer à Dubcek le 21 août pour l'anniversaire de l'entrée des chars soviétiques (9.500 cartes) ;

Organisation du grand meeting du 26 octobre qui rassembla la plupart des organisations de gauche et d'extrême gauche et de nombreux participants. Les textes des discours prononcés à la Mutualité firent ensuite l'objet d'une brochure de propagande ;

Aide aux familles des emprisonnés politiques tchécoslovaque (5.000 francs lourds) ;

Diffusion du dossier « Jury International ».

En 1973 le travail continue, notamment par la cam-

pagne *Sabata* et l'organisation d'un colloque international.

Contre le mauvais gouvernement, on a donc vu les deux partis « de gauche » envoyer des représentants pour encourager les ouvriers de Renault. A vrai dire, nous n'aimons pas beaucoup ça. Il s'agit de savoir pour qui chauffe le printemps ? Si c'est pour les travailleurs défendant leur pouvoir d'achat, leur emploi, leurs conditions de travail ; ou si c'est pour le prestige respectif des partis en compétition.

La tactique de la direction de la Régie n'est pas claire, elle non plus. Voilà qu'elle a déjà répondu aux mouvements partiels mais répétés qui la harcèlent par des menaces de licenciements portant sur dix-sept « meneurs » dont trois délégués syndicaux. Est-ce une maladresse ? Car l'on sait qu'il n'est rien comme la solidarité pour provoquer l'extension d'un mouvement.

Mais ce n'est peut-être pas une maladresse. Renault a, paraît-il, échappé jusqu'ici à la crise dans l'automobile. Disons que Renault l'a moins ressentie que les autres grosses boîtes. Mais le moment est peut-être venu pour la Régie Nationale de la restriction des commandes, de l'engorgement de son parc. Les arrêts partiels, les diminutions d'horaires qui lui sont, paraît-il, imposés l'arrangent peut-être. C'est une hypothèse.

En tout cas, si ce printemps social doit être chaud, nous voudrions qu'il le fût pour la vraie défense ouvrière. Il ne faudrait pas que celle-ci fasse les frais d'une fièvre printanière du P.C.F. qui atteigne, par contagion immédiate, la direction de la C.G.T.

La crise de « gauchisme » de ces organismes dirigeants peut prendre fin bientôt. La lutte de classe ne prend jamais fin. Elle doit éviter autant que possible les actions mal conduites.

R. GUILLORE.

pagne *Sabata* et l'organisation d'un colloque international.

En banlieue et en province on projette « l'Aveu » avec débat et la participation de camarades tchèques ou slovaques.

Mais en 1975 *Sabata* est toujours en prison. Son crime ? Avoir, comme *Jiri Muller*, publié des tracts à l'occasion des élections de 1971. Ces deux hommes sont des symboles : leur condamnation traduit le même arbitraire que les mesures soviétiques d'internement dans les hôpitaux psychiatriques, tel celui de *Piotr Grigorenko* que l'on vient de rendre, brisé, à sa famille.

C'est pourquoi le « Comité du 5 Janvier », invité à prendre en considération le premier appel commun qu'aient lancé, avec le collectif tchécoslovaque *Listy*, le Comité soviétique d'initiative pour les Droits de l'Homme et la Fondation Bertrand Russel pour la Paix, s'est joint à ces organisations lorsqu'il s'est agi de marquer, en novembre dernier, l'anniversaire des arrestations arbitraires opérées trois ans plus tôt.

Mais, en ce qui concerne la France nous étions en pleine grève des PTT, et la journée fut reportée au 27 février. Nous ignorons quelle ampleur elle a pu avoir dans les différents pays concernés (pétitions, souscriptions, meetings, délégations réclamant au gouvernement tchécoslovaque la révision du procès et assistance médicale aux condamnés.

Les documents suivants sont encore disponibles chez Geneviève Deroin, 7, rue Victor-Hugo 92700, Colombes : 1° Le dossier des « Enfants otages en Tchécoslovaquie », contre 3,50 F ; 2° « *Lysty* », en français contre 4,50 F ; les deux pour 6,60. *Lysty* est le journal de l'opposition tchécoslovaque.

Louise CAZAUBON.

-A-b-â-t-o-n-s-r-o-m-p-u-s-

REPOSE A JEAN BARRUE. — Le camarade Barrué me reproche d'avoir qualifié d'anarchiste le groupe appelé habituellement « Bande à Baader », mais dont le vrai nom est « Rote Armee Fraktion ». Je ne connais ce groupe que par ce qu'en a dit la presse, en particulier « Le Monde » et « Libération ». Ayant lu dans « Le Monde » et entendu à la télévision, qu'il s'agissait d'une organisation anarchiste, je l'ai cru. Je prends bonne note des rectifications de Barrué, et puis l'assurer que je n'ai jamais eu l'intention de discréditer l'anarchisme en l'attribuant à ce groupe. D'autant plus qu'il y a anarchiste et anarchiste : j'ai connu des gens qui se disaient anarchistes, et dont le « Monde Libertaire » aurait certainement désapprouvé les idées. De même, il y a aussi marxiste-léniniste et marxiste-léniniste, et le fait que la « Rote Armee Fraktion » se réclame des idées de Marx et de Lénine ne prouve pas qu'elle les applique réellement.

Mais le seul but de ce que j'avais écrit à ce sujet était de protester contre les brimades, les abus policiers dont les membres de ce groupe étaient victimes en prison, ceci indépendamment de leur idéologie. Et sur ce point Barrué semble entièrement d'accord avec moi, ce qui est l'essentiel.

Depuis peu, j'ai appris avec soulagement que la grève de la faim de ces révolutionnaires avait cessé.

PAS XENOPHOBE, LA FRANCE ? — Je me trouvais tout récemment dans une agence de location. Vint un jeune noir qui cherchait une chambre à louer. Il déclara être obligé de payer l'hôtel depuis son arrivée à Paris, plusieurs mois auparavant. Une employée de l'agence téléphona aux propriétaires de toutes les chambres qu'elle savait disponibles, leur demandant : « Loueriez-vous à un étranger ? ». Sans doute par égard pour son client, elle ne précisa même pas qu'il s'agissait d'un noir. Mais à chaque appel, la réponse fut négative. Après cela, on dira qu'il n'y a pas de xénophobie en France, et que les étrangers y sont bien accueillis.

PAS RACISTE LA FRANCE ? — Mais il y a pire. En août 73, à Marseille, un chauffeur de taxi a été assassiné par un Algérien, dont il a été établi qu'il ne jouissait pas de ses facultés mentales. Crime affreux, certes. Mais en quoi les autres Algériens étaient-ils responsables ? Or, cet assassinat fut suivi d'une série d'autres assassinats, dont les victimes furent des Nord-Africains. Crimes racistes de toute évidence, d'autant plus qu'ils étaient le plus souvent accompagnés d'inscriptions anti-arabes. Or, tout a été fait pour étouffer ces affaires, et pour nier qu'il s'agissait de crimes racistes. Quatre d'entre elles se terminèrent par un non-lieu, et la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence vient de confirmer trois de ces ordonnances de non-lieu.

Mais on entendra encore dire qu'il n'y a pas de racisme en France.

UNE REVOLUTION EN PERIL. — A l'extrémité sud-ouest de la péninsule arabique, le sultanat d'Oman est un des pays les moins connus du monde. Peu d'étrangers y ont pénétré, beaucoup n'en ont même jamais entendu parler. Or, depuis une dizaine d'années, une révolution contre le régime réactionnaire du sultan Qabbous s'y développe. Elle a déjà libéré le Dhofar, la partie sud-ouest du pays, aux frontières de la République Démocratique et Populaire du Yémen (c'est-à-dire le Yémen du Sud, capitale Aden). On parle peu de ces événements, c'est tellement loin, et dans un pays si inconnu ! Cependant, le cinéma « 14 juillet » (3, boulevard Beaumarchais à Paris), qui souvent offre dans ses trois salles des spectacles d'un grand intérêt social, a présenté pendant quelque temps un film tourné

là-bas par une Libanaise, « L'heure de la libération a sonné ». Certes, il faut faire la part de la propagande, et un film ne aurait être suffisant pour porter un jugement définitif. Cependant, dans les images qu'elle a mises devant nos yeux, la cinéaste libanaise a voulu nous montrer combien profonde était cette révolution, en particulier en ce qui concerne l'émancipation de la femme. Il semble que les révolutionnaires de l'Oman aient, plus que pas mal d'autres, le sens de ce qu'il est possible et souhaitable de faire dans l'immédiat, dans un pays comme le leur.

Mais le sultan d'Oman, menacé de perdre son trône, a fait appel au shah d'Iran. Celui-ci, qui a été doté par les Etats-Unis de la plus forte armée de la région, a envoyé des troupes, qui constituent une menace sérieuse pour la révolution populaire. Il paraît même — c'est la revue américaine « Newsweek » qui nous l'apprend — qu'aux Etats-Unis on recrute des mercenaires, parmi les anciens combattants d'Indochine, pour le Sultan.

A côté de cela, les révolutionnaires de l'Oman ne reçoivent de quelques pays arabes qu'un soutien trop limité. Va-t-on étrangler une révolution qui s'efforce de liquider un régime particulièrement réactionnaire ?

CHYPRE : UNE NOUVELLE PALESTINE. — Nouveau coup de force à Chypre. Les Turcs ont proclamé dans la partie de l'île qu'ils occupent un Etat cypriot turc. Ils n'acceptent la réunification de l'île que sur une base fédérale. Rien ne garantit qu'il ne s'agit pas là d'un pas de plus vers le rattachement pur et simple du nord de Chypre à la Turquie, sous un prétexte quelconque.

Les Grecs, bien entendu, ne peuvent accepter le fait accompli. Or, 200.000 d'entre eux environ, devant l'avance des troupes turques, ont dû fuir, quitter les villages où ils avaient toujours vécu, pour se réfugier sous des tentes. Encore un exode de population aux conséquences désastreuses, encore une situation de plus en plus impossible à régler. Les interventions intempestives de la Grèce d'abord, de la Turquie ensuite, n'ont fait qu'envenimer chaque fois un peu plus la situation. Quand donc Cypriotes grecs et turcs en viendront-ils à discuter ensemble raisonnablement, sans pression des « mères patries » ?

L'ERYTHREE ENSANGLANTEE. — De terribles combats ont eu lieu à Asmara. Les combattants érythréens ont su montrer leur force. Mais l'armée éthiopienne est prête à jouer le tout pour le tout, à écraser la révolte par tous les moyens, et ceci sous le nouveau régime « socialiste » comme sous celui du Négus.

Les Ethiopiens pensent que leur pays ne peut renoncer à sa seule province maritime, d'autant plus que l'on ne sait pas à qui demain appartiendra Djibouti, et ce que deviendra le chemin de fer franco-éthiopien.

Tout ceci est vrai. Mais pourquoi ne pas discuter, pourquoi ne pas surmonter les fanatismes religieux, cesser de considérer une des religions du pays (le christianisme copte) comme privilégiée ? Là serait la solution, tandis que la lutte sanglante ne peut mener qu'au chaos.

L'EUR D'ESPOIR EN AFRIQUE DU SUD. — Les événements internationaux de cette période ne sont guère réjouissants. En plus de ceux dont il vient d'être question, il y a les troubles de Madagascar, ceux du Pérou, la famine qui sévit au Bangladesh, et en particulier dans les camps où sont enfermés les Biharis qui, au moment de l'indépendance, ont opté pour le Pakistan, mais que ni ce pays ni l'Inde ne veulent recevoir. Et il y a aussi la situation au Portugal, qui est quelque peu alarmante, celle de l'Italie, où le fascisme redresse

la tête, et toujours les habituels foyers d'inquiétude : Indochine, Palestine, Chili.

Cependant, un éclair de bon sens semble avoir rendu l'atmosphère un peu plus sereine en Afrique du Sud et peut-être en Rhodésie, ces pays où jusqu'à présent régnait le plus implacable des régimes de ségrégation sociale, l'apartheid.

Ces deux pays, où une minorité de blancs opprime une majorité de noirs, se sont sentis tout à coup terriblement isolés lorsque le Portugal a accepté l'indépendance de ses colonies. Et quand, dans de nombreux pays du monde, les équipes sportives sud-africaines exclusivement blanches se sont vues exclues des compétitions internationales, l'affront a été vivement ressenti à Pretoria.

Tout ceci explique le changement de politique qui semble avoir été amorcé. En Afrique du Sud, certains cinémas et restaurants, jusqu'alors strictement réservés aux blancs, ont décidé d'accepter la clientèle de race noire. On dit que le Président Vorster est allé rencontrer, sans cérémonies officielles, plusieurs chefs d'Etat de l'Afrique noire. Il s'apprêterait à libérer la Namibie (ancien Sud-Ouest africain), que l'Afrique du Sud occupe encore malgré l'opposition de l'O.N.U.

D'autre part, en Rhodésie, le leader des blancs, Ian Smith, a entrepris avec le mouvement d'émancipation des noirs de ce pays, des pourparlers qui n'ont pu aboutir, car il refuse toujours d'admettre la pleine égalité des deux races. Mais le seul fait que la discussion ait été entamée dans un pays où jusqu'à présent les blancs se montraient intraitables, est réconfortant, même si dans l'immédiat les positions demeurent opposées.

GISCARD ET JUAN CARLOS. — Le Président de la République française et le futur roi d'Espagne (si le peuple espagnol n'est pas assez fort pour s'opposer à son accession au trône) sont allés ensemble à la chasse au sanglier. Et Giscard a déclaré publiquement qu'il ferait tout pour aider l'Espagne à s'intégrer à l'Europe unie.

L'Espagne populaire et démocratique ? Oui. Mais celle de Franco ou de Juan Carlos, alors non. Car l'union européenne, même si son but initial est économique, ne peut manquer d'avoir des conséquences politiques. Il ne manquerait plus que le départ possible de l'Angleterre démocratique soit compensé par l'entrée d'une Espagne fasciste dans le Marché commun.

ILLOGISME FRANQUISTE. — L'Espagne réclame Gibraltar. Déjà avant Franco, Gil Robles, lorsqu'il était chef du gouvernement de la République espagnole, l'avait fait. Et les partis de gauche l'auraient fait tôt ou tard s'ils étaient restés au pouvoir. Non sans raison. Ce lambeau de terre espagnole, occupé par les Anglais en 1704, devra revenir un jour à l'Espagne. Mais pas à n'importe quelle Espagne. Les Anglais auraient tort de livrer ce territoire, dont la population comprend, outre des gens de souche espagnole, des Indiens (de l'Inde), des Arabes (du Maroc), des Israélites, des Italiens même, descendants de naufragés du 18^e siècle, à un pays dont le régime est ultra-nationaliste. Malheureusement, ce n'est jamais à ce point de vue que les Anglais se placent lorsqu'ils refusent de rendre Gibraltar à l'Espagne.

Mais les franquistes espagnols, qui revendiquent si véhémentement Gibraltar, refusent obstinément de rendre au Maroc Ceuta et Melilla. Pourtant la question est la même. Ces deux villes sont situées géographiquement au Maroc, comme Gibraltar est situé en Espagne.

Alors ? Pourquoi deux poids et deux mesures, pourquoi ce qui est juste en Europe ne le serait-il pas en Afrique ?

CAMBODGE : DERNIER ACTE. — Cette fois-ci, cela semble bien être la fin. La fin de la tentative de Lon

Nol, qui a coûté la vie à un nombre considérable de Cambodgiens. Bientôt Sihanouk entrera dans Pnom-Penh, avec les Khmers rouges que Lon Nol prétendait pouvoir éliminer. Il y a longtemps que ce dénouement était prévisible. Ce qui l'était moins, c'était la réaction du Congrès américain, qui a refusé au Président Ford les crédits destinés au prolongement de la résistance dans la capitale. C'est inutile, ont dit les sénateurs, cela ne ferait que prolonger la lutte pour une cause perdue d'avance, et augmenter le nombre des victimes. N'est-ce pas là le commencement de la sagesse ?

LA C.I.A. CONTESTEE. — Sagesse aussi les réactions suscitées par l'enquête sur la C.I.A. et ses agissements. Je dois ici compléter ce que j'ai écrit dans le dernier numéro de la R.P. à ce sujet. D'abord, on a reproché à la C.I.A. d'avoir espionné des Américains. Puis, elle a été accusée de ne pas avoir mis au courant les autorités du pays au sujet de ses entreprises contre des gouvernements étrangers, au Chili notamment. Et maintenant on l'accuse d'avoir tenté de faire assassiner des chefs de gouvernements, tels que Fidel Castro, avec l'appui de la Maffia. Le Président Ford dément, mais il ne parvient pas à empêcher le bruit de se répandre, et les réactions défavorables de se manifester. Beaucoup d'Américains commencent à en avoir marre de cette intrusion dans les affaires des autres pays.

LE REPAS DU CINQUANTENAIRE. — Bonne occasion de se revoir, de retrouver des camarades que l'on n'a pas vus depuis longtemps, de faire la connaissance d'autres que l'on connaît seulement par leurs écrits. On regrettait l'absence de Louzon, retenu à Antibes par son grand âge et son état de santé.

Pourquoi faut-il qu'il y ait eu, à deux reprises, des prises de bec assez vives entre deux groupes de camarades ? Certains prenaient une attitude agressive à l'égard de ceux qui appartenaient à une organisation syndicale opposée à la leur. Pourtant, aucun de nous n'a une pleine confiance en sa centrale syndicale. Alors, l'important ne me semble pas être d'appartenir à telle ou telle de ces centrales, mais d'y avoir une attitude révolutionnaire. C'est le but que nous poursuivons ici et là, qui devrait nous unir, et nous empêcher de nous affronter pour des questions de boutiques.

ET CEUX QUI REJETTENT LES SYNDICATS ? — A la R.P., beaucoup de camarades rejettent les partis, les considérant comme nuisibles à la cause prolétarienne. (On sait que telle n'est pas ma position.) Mais on est syndicaliste, on considère l'appartenance à un syndicat comme essentielle. Or, parmi les groupuscules d'extrême-gauche, il en est qui rejettent aussi bien les syndicats que les partis, n'y voyant que des organisations qui leurrent le prolétariat, qui entretiennent en lui les pires illusions. Ceux qui pensent ainsi sont pourtant des révolutionnaires comme nous, mais ils ne croient qu'à la spontanéité ouvrière. Eux aussi ont droit à la parole, et je souhaiterais que l'un d'entre eux exprime, ne fût-ce qu'une fois, son point de vue dans la R.P.

LES HOMMES PRIMITIFS EN PERIL. — Lorsque les Anglais ont occupé la Tasmanie, ils ont trouvé dans cette île d'Océanie une ethnie très particulière, de race noire, mais différente de celle des aborigènes du continent australien : il y avait là dix à vingt mille êtres humains qui semblaient échappés de l'époque de la pierre taillée. Les envahisseurs, parmi lesquels se trouvaient des condamnés de droit commun déportés, ne manifestèrent à leur égard aucun sentiment humanitaire : ils les exterminèrent purement et simplement. Un siècle exactement suffit pour que la dernière représentante de ces sauvages s'éteigne, en 1877.

Or, l'élimination des peuples dits primitifs continue de plus belle à notre époque. Il y a quelques jours, je regardais à la télévision une émission sur les Bochi-

mans du désert de Kalahari, dans le Sud-Ouest africain. Vivant uniquement de la cueillette et de la chasse, ils voient se réduire de plus en plus la brousse où ils trouvaient le gibier nécessaire à leur subsistance. Car les Blancs et les Noirs qui vivent près d'eux occupent toujours plus de nouvelles terres qu'ils consacrent à la culture ou à l'élevage. Il paraît qu'il n'y aurait plus que mille Bochimans, alors qu'il y a une vingtaine d'années, leur nombre était évalué à cinquante-cinq mille par les ethnologues (1). Certains, il est vrai, ont disparu par métissage avec des noirs Bantous plus civilisés (cela se produisait déjà avant la colonisation, et les métis de Bochimans et Bantous furent appelés Hottentots par les colons hollandais, d'après un mot néerlandais, « huttentut », qui veut dire imbécile; tel est bien l'orgueil des conquérants blancs (qui auraient pu se décerner cette épithète à eux-mêmes !). Mais la plupart sont morts faute de nourriture.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets chez les Amérindiens (Indiens d'Amérique). Autrefois, les plus avancés d'entre eux se sont mêlés aux Espagnols après la conquête et, si leur civilisation a été anéantie, du moins n'ont-ils pas été exterminés: cela se produisit au Mexique, en Amérique Centrale, au Pérou, en Bolivie, au Paraguay. En Amérique du Nord, on sait que la grande majorité des Indiens a été massacrée dès la fin du dix-neuvième siècle. Les descendants des rescapés vivent aujourd'hui pour la plupart dans des réserves où ils sont « protégés » par les blancs.

Mais en Amérique centrale l'ethnologue norvégien Per Høst a déjà, il y a quelque trente ans, attiré l'attention sur la grande misère des Indiens du Panama, chassés de leurs forêts par la poussée des hommes « civilisés ».

En Amérique du Sud, au Brésil en particulier, la forêt recule aussi au profit des cultures, et on se débarrasse des Indiens en les empoisonnant à l'arsenic, en répan-

(1) Je venais d'écrire cette fraction d'article quand j'ai lu dans « le Monde » du 12 mars un article intitulé « De l'ethnocide au génocide », de Françoise Beck, qui donne le chiffre de sept mille Bochimans vivant encore dans le désert. Quoi qu'il en soit, leur nombre a considérablement baissé.

dant parmi eux volontairement des maladies infectieuses qui les font mourir comme des mouches. Il y a quelques années, un scandale a éclaté au Brésil: le dirigeant d'une organisation créée pour protéger les Indiens s'employait activement à les exterminer!

Autre scandale en Colombie: Un grand propriétaire et ses proches ont été poursuivis pour avoir massacré un groupe d'Indiens qu'ils avaient invités à un banquet pour la fête de Noël. Ils n'ont eu qu'une peine de prison, leur avocat ayant fait valoir que dans les régions éloignées des villes, on ne considérait pas les Indiens comme des hommes! Et des touristes suisses dans le même pays ont dénoncé aux autorités des blancs qui leur avaient proposé d'acheter des objets faits en peau d'Indien.

En Guyane française vivent quelques Indiens de la forêt. Vie misérable. Contacts avec des groupes de touristes qui viennent les contempler comme des bêtes curieuses, introduisant chez eux l'alcool et les maladies d'Europe, contribuant à leur avilissement et à leur disparition prochaine. Tout ceci a été dénoncé par des observateurs qui n'ont pas voulu être de simples touristes, mais se sont intéressés aux hommes qu'ils visitaient et ont poussé un cri d'alarme.

Il n'y aura bientôt plus de Bochimans, plus d'Amérindiens de la forêt, et d'autres ethnies encore disparaîtront, car dans les nouvelles républiques africaines, par exemple, on s'applique à détruire les ethnies minoritaires. Il paraît que les Massaï d'Afrique orientale commencent à être groupés dans des réserves.

Faut-il accepter ceci, en se disant que telle est la marche de l'histoire, et que les ethnies qui n'ont pas su s'adapter à la civilisation n'ont qu'à disparaître?

Faut-il se dire qu'après tout nous avons bien assez de nos problèmes de travailleurs européens, sans aller nous occuper de ces sauvages?

Il s'agit d'une perte immense pour ceux qui s'intéressent à l'origine de l'homme, et qui peuvent, tant que ces peuplades existent, les étudier avec la même sympathie qu'ils le feraient pour nos lointains ancêtres de la préhistoire.

Et à l'égard de notre idéal de fraternité humaine, il s'agit d'un crime contre l'humanité.

Jacques GALLIENNE.

DANS LA LOIRE DIFFICULTÉS ENTRE LA F.E.N. ET LA C.F.D.T.

Notre ami Duperray nous envoie une documentation sur l'état actuel des relations, dans son département, entre la F.E.N. et la C.F.D.T.

Les sérieuses divergences apparues maintenant sont d'autant plus significatives que, comme nous le rappelle Duperray, les syndicalistes de l'enseignement de la Loire ont toujours fait preuve d'une grande compréhension pour la C.F.D.T., qu'ils avaient tenu à maintenir une vraie collaboration entre les deux organisations. Ils étaient d'accord en cela avec l'orientation que nous avions à « la R.P. ».

Il paraît que les temps ont changé. On le verra dans ces lignes de Jean Genevriev, secrétaire général de la F.E.N. de la Loire.

Deux délégations « au sommet » de la F.E.N. et de la C.F.D.T. se sont rencontrées mercredi, 8 janvier, au siège de la F.E.N. pour procéder à un examen de la situation. Sur les luttes à venir, la C.F.D.T. a indiqué que son Conseil National dans quinze jours examinerait la situation sociale sur la base du communiqué de lancement C.G.T.-C.F.D.T. de la journée du 12 décembre sur l'emploi. Mais l'essentiel de la réunion a porté sur les divergences au cours de la période récente entre les deux organisations, à propos de la politique salariale dans la Fonction publique, et à propos du S.G.E.N., questions posées par la C.F.D.T. Sur le premier point, une prochaine rencontre a été décidée qui aura

cette seule question à son ordre du jour. Sur le second, la délégation fédérale a enregistré la déclaration sans ambiguïté du secrétaire général de la C.F.D.T. disant que « le développement du S.G.E.N. est une priorité de la C.F.D.T. ».

L'ensemble des problèmes d'enseignement — comme ceux de la Fonction publique d'ailleurs — sont désormais assumés au niveau confédéral et l'engagent. Nul doute que cette orientation ne facilite pas les rapports C.F.D.T.-F.E.N. à tous les niveaux, dans la mesure où la C.F.D.T. épouse les querelles du S.G.E.N. contre la F.E.N. et ses syndicats nationaux, et même les prend en charge.

La délégation fédérale, après avoir souligné qu'aucun problème sérieux n'avait été, au niveau confédéral, soulevé par les autres centrales qui ont pourtant des organisations regroupant des personnels de l'Education Nationale, a indiqué qu'en tout état de cause la F.E.N. maintiendrait sa position: relations les plus étroites possibles avec la C.F.D.T., refus au plan fédéral de toute relation particulière avec le S.G.E.N.

Nous appelons votre attention sur ce dernier point. Les choses sont désormais plus claires qu'elles ne l'ont jamais été; nos sections départementales, comme nos syndicats nationaux, doivent donc observer la plus grande prudence dans la signature de documents communs ou dans l'engagement d'actions communes dès lors que la C.F.D.T. ou le S.G.E.N. sont impliqués.

Dans la préparation de la journée du 19 novembre la C.F.D.T. au niveau confédéral, a adopté une attitude délibérément hostile à la F.E.N. Des incidents ont éclaté dans un certain nombre de départements — dont la Loire — où la C.F.D.T. prétendait empêcher la F.E.N. de prendre la parole, voire de manifester.

Tandis que la C.G.T. affirmait comprendre notre position et ne pas vouloir mettre la F.E.N. en contradiction avec elle-même à propos des accords 1974, dans la Fonction publique, c'est la C.F.D.T. qui a pratiquement imposé la grève « reconvertible » dans le secteur public (13-14 ou 15 novembre) avec le but avoué de « faire sauter les accords ». Le moins qu'on puisse dire est que les résultats de la grève n'ont pas correspondu aux espérances de ses promoteurs.

Dans la Loire la F.E.N. a été prise à partie dans la presse publique par le S.G.E.N. (15-11-74) puis par la C.F.D.T. lors de son Congrès départemental du Chambon-Feugerolles (30-11-74).

A la suite du premier article la F.E.N. a fait parvenir à la C.F.D.T. la protestation suivante :

« La F.E.N. ne saurait admettre une telle ingérence du S.G.E.N. dans ses décisions, surtout par le truchement de la presse. Faire appel à l'union de toutes les forces syndicales en calomniant publiquement notre organisation, est un procédé pour le moins étrange ; à moins que le but réel ne soit bien davantage le dénigrement d'une organisation représentative et efficace que la recherche de l'unité.

Je ne m'attarderai guère sur le fond — le « corporatisme » de la F.E.N. ! — les responsables du S.G.E.N. ayant sans doute, en matière d'histoire syndicale — des notions suffisantes pour savoir que l'accusation est purement gratuite... La réalité de la lutte des classes, la nécessité d'un changement de société, les

positions et l'action en pointe de la F.E.N. en 1958 et en 1968 par exemple, constituent quelques preuves partielles irréfutables.

Il est certain que la F.E.N. ne néglige pas la défense corporative, ce qui témoignerait d'une conception curieuse de l'action syndicale. C'est tout de même grâce à son action persévérante qu'ont été obtenues la quasi disparition des zones de salaires, l'intégration progressive de l'indemnité résidentielle, des mesures pour les créations d'emploi ou la résorption de l'auxiliariat, etc... Son attitude à propos des accords salariaux de 1974 dans la Fonction Publique — qui ne lui donnent certes pas entière satisfaction — atteste son sens de la responsabilité et de l'efficacité dans un secteur où des organisations minoritaires ont adopté une position de refus facile et sans danger.

La F.E.N. n'a vraiment pas de leçon de syndicalisme à recevoir du S.G.E.N., surtout après les actions aussi réfléchies et efficaces que ce dernier a pu essayer de lancer : grèves théoriquement reconvertibles à la rentrée scolaire, jamais reconduites et pour cause ! grève du 14 novembre avec moins de 10 participants en primaire et maternelle..., grève dite du « 26^e élève », etc.

La F.E.N. s'est toujours félicitée des excellents rapports qu'elle a pu entretenir avec la C.F.D.T. et elle continue à souhaiter qu'il puisse toujours en être ainsi. Encore, faudrait-il que le S.G.E.N. ne retombe pas dans de semblables procédés ; encore faudrait-il que la C.F.D.T. ne maintienne pas l'hostilité sans fondement qu'elle a manifesté lors de la préparation de la grève du 19 novembre, grève à laquelle, soit dit en passant, la F.E.N. grâce au S.N.I., a une fois de plus fourni les bataillons essentiels.

Jean GENEVRIER.

L'INDEMNISATION DU CHOMAGE

Pendant plusieurs années Force Ouvrière a publié un bulletin en trois langues (français, anglais, allemand), destiné aux militants étrangers. Cette publication, qui avait été interrompue, vient de reparaitre. Et en son premier numéro assez copieux, elle donne ces quelques renseignements — incomplètement connus même des travailleurs français ou étrangers travaillant en France :

1° **Le chômage total** — a) Le chômage total des travailleurs âgés de moins de 65 ans est indemnisé, pour une faible part, par l'Etat et de façon forfaitaire. L'aide publique journalière est, en effet, d'un montant de 12 F. dans le meilleur des cas, soit environ 2 heures de travail rémunérées au salaire minimum obligatoire ; par ailleurs, l'existence de toute personne à charge donne droit à une indemnité complémentaire de 4,80 F au premier janvier 1975, c'est-à-dire d'un montant inférieur à la rémunération horaire légale minimale.

Cette aide est accordée selon des conditions très strictes de plafond de ressources notamment après les trois premiers mois.

Par ailleurs, un régime d'allocations spéciales financé par des cotisations ouvrières et patronales et géré paritairement fonctionne depuis le 1^{er} janvier 1959.

Il s'applique à toutes les branches professionnelles de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et des services.

Il accorde des droits à tous les salariés ayant cotisé trois mois au moins au cours des douze mois précédant leur licenciement. Les taux sont applicables au salaire brut moyen des trois derniers mois de salaire.

b) **La pré-retraite**. — Le même régime paritaire garantit aux salariés licenciés âgés de 60 ans et qui ont notamment cotisé pendant 10 ans, un montant de rémunération à 70 % du salaire brut moyen de leurs trois derniers mois d'activité.

c) **Chômage ayant pour origine un licenciement fondé sur un motif économique**. — Enfin, le dit régime indem-

nise le « chômage économique » à raison de 90 % du salaire brut moyen des trois derniers mois d'activité professionnelle dès lors que le travailleur concerné a appartenu au régime pendant 182 jours.

2° **Le chômage partiel**. — Il y a chômage partiel quand la durée de travail du salarié est inférieure à la durée légale qui est de 40 heures.

Le chômage partiel est indemnisé par l'Aide publique comme dans le cadre de l'accord de 1968 selon des conditions strictes et, de façon forfaitaire, à un niveau inférieur à celui des diverses catégories de chômage total.

La loi de mensualisation a prévu que l'entreprise verserait, le cas échéant, aux chômeurs partiels, un complément de salaire dont le montant est égal à la différence entre le salaire minimum légal et le niveau de leur indemnisation. Le complément de ressources est financé, pour moitié, par l'Etat.

A la demande de la C.G.T. Force Ouvrière, puis des autres organisations syndicales, des négociations vont être engagées afin que le chômage partiel soit indemnisé dans les mêmes conditions que le chômage ayant pour origine un licenciement pour motif économique.

3° **Déclassement**. — Si un travailleur est déclassé en application du plan social élaboré à l'occasion d'un licenciement économique, le maintien de son salaire pendant une durée au moins égale à celle de son préavis lui est assuré.

Enfin, un système d'indemnisation dégressive est prévu.

F.O. tient à noter que dans tout ce réseau de garanties, l'essentiel résulte d'accords conventionnels. Dans cette politique contractuelle, la C.G.T.F.O. a toujours pris l'initiative. Ainsi, la totalité des accords en question portent sa signature. La C.G.T. et la C.F.D.T., au contraire, se sont parfois opposées à ces réalisations.

PARMI NOS LETTRES

Pas de « despote éclairé »

De Jean TEILHAC (66) :

La R.P., où l'on a toujours pu presque tout lire, reste, heureusement, fidèle à elle-même et continue de temps en temps — en particulier par la plume de Louzon — lui aussi fidèle à lui-même — à me donner chaud.

Les dernières fulminations de celui-ci contre le « verbiage de tous ceux qui ne parlent que de liberté » provoqueront, je l'espère, quelques réactions de la part des esprits libertaires qui constituent encore — j'ose le croire — la majorité d'entre nous.

Voici la mienne :

« Aucune révolution digne de ce nom n'a été réalisée sans violence ni dictature », proclame Louzon. « Digne de ce nom », c'est-à-dire, je pense, authentiquement prolétarienne, c'est-à-dire sous l'égide, selon Louzon, d'une dictature « qui soit réellement une dictature du prolétariat et non celle d'une camarilla ». Or, nous dit aussi Louzon, il n'y a pas de précédent d'une telle dictature, il n'y a que des tentatives plus ou moins avortées ; qui donc n'ont pu aboutir elles-mêmes, c'est moi qui poursuis, qu'à des révolutions avortées aussi. Où sont donc, dans ces conditions, les « révolutions dignes de ce nom » ?

Le prolétariat « despote éclairé » ? Non, non et non !

La révolution libertaire ? Oui ; les violences dont elle ne manquera pas, malheureusement, d'être accompagnée n'ajoutant rien à sa gloire.

A propos de la révolution française, « dont nous sommes à juste titre si fiers » dit Louzon, je pense qu'en 1789 je serais sûrement descendu dans la rue, mais qu'en 1793 je serais non moins sûrement rentré chez moi et que la suite des événements ne m'aurait pas plus incité à le regretter que n'ont eu à le faire ceux qui se sont éloignés de la révolution russe dès 1921.

A propos du Chili, « seul échec ou presque, écrit Louzon, de la Révolution depuis le début des temps modernes », je fonde plus d'espoir sur l'héritage d'Allende le pacifique (mort les armes à la main) que sur celui de Pinochet le violent (qui mourra sans doute dans son lit, ce que je ne lui souhaite pas).

Violence, dictature, liberté, révolution, sans doute aurons-nous l'occasion d'en reparler à propos du Portugal dont vous suivez comme moi, j'imagine, les événements avec un intérêt anxieux.

Plusieurs siècles encore avant le socialisme ?

De Roger HAGNAUER :

Je n'ai pas très bien compris l'interpellation du camarade Périé (de Cahors) dans le dernier numéro. J'obtiens un certificat de satisfaction parce que je veux bien m'accorder « sur les servitudes du pouvoir politique ».

Où diable ai-je manifesté cet accord ? J'ai simplement rappelé que Monatte avait accepté octobre 1917, c'est-à-dire la prise du pouvoir politique par une fraction militairement organisée. Il l'avait justifié parce que c'était la révolte contre la guerre qui avait porté le parti bolchevik au pouvoir. Mais il n'a jamais cru qu'une révolution politique suffise pour réaliser le socialisme. Et en 1925, il présentait ce qu'il devait formuler en 1937 : « le parti faisait violence à la classe ouvrière, non pour la faire avancer, mais pour la dominer et même l'exploiter d'une nouvelle façon ».

Il paraît que, d'après un dirigeant de la 4^e Internationale, « le processus de transformation de la société capitaliste en société socialiste occupera une période historique de plusieurs siècles ».

...Périé veut-il prouver que la dictature de l'oligarchie soviétique doit se prolonger pendant plusieurs siècles,

que la réalisation du socialisme n'est possible que si la classe ouvrière est dominée, exploitée, privée de toutes les libertés pendant ce long passage?... Je veux croire qu'il a voulu simplement s'amuser à nos dépens. Qu'il m'excuse de ne pas apprécier son humour et d'évoquer les millions de cadavres sur lesquels le stalinisme s'est établi avant d'engager cette « période historique » de plusieurs siècles...

Pour le cinquantenaire

De Louise CAZAUBON (Hautes-Pyrénées) :

[dans une lettre à Guilloché du 7 mars]

...Dimanche, vous allez vous retrouver dans cette grande rencontre du cinquantenaire à laquelle j'avais rêvé de participer. Mais je me suis sentie trop vulnérable physiquement...

...J'avais une double préoccupation militante : compléter les informations données sur la Tchécoslovaquie dans la R.P. de février et exhumer des vieux papiers laissés par Bernard Cazaubon des considérations concernant la revue dont le n° 1 venait de paraître.

En ce qui concerne le premier point, j'ai réussi, je crois, à dire l'essentiel qui puisse répondre à la question posée : « N'y aura-t-il personne dans le mouvement ouvrier français pour protester contre de tels faits ? »

...Ne penses-tu pas qu'il serait bon de rappeler dans quelles circonstances naquit la R.P. ?

Le travail d'une mutuelle d'une grande entreprise

Il s'agit des « Compteurs de Montrouge », une entreprise dont le P.D.G. est des plus en vue. Voici l'aventure de notre ami LE BRAS qui préside aux destinées de la Mutuelle :

La Mutuelle me donne pas mal de travail, surtout qu'il y a des licenciements à l'usine de Montrouge. Effectif 1970 : 5.800. Actuellement, en dessous de 2.500. Départs de fabrication en province, mise en pré-retraite (plus de 200 pour 1974). Ce sont les plus heureux. Il y a même des départs à partir de 58 ans... Il n'y a pas qu'à Montrouge. Le groupe multinational « Compteurs Schlumberger » doit avoir plus de 30 usines en France, et le chômage existe aussi avec des licenciements à Albertville, Besançon, Poitiers.

Pour la Mutuelle, nous avons été escroqué de plus de 3 millions d'A.F. par deux employés. Comme coup dur il est beau, nos dépenses pour le trésorier et moi étaient trop fortes ; je fais venir un expert-comptable ; il ne manque pas un centime dans la caisse. Nous avons passé des samedis, alors que l'usine était fermée, pour trouver l'origine de ces dépenses : un jour, un ouvrier se présente en disant, j'ai dû laisser mon argent sur le comptoir il y avait 19 F. Le trésorier lui répond : la somme que vous avez touchée est de 119 F. Le montage de l'escroquerie était trouvé...

J'ai passé six mois à faire des recherches pour trouver 15.800 F, preuves à l'appui. En réalité, il y a plus de 3 millions d'anciens francs, et les vols remontaient à 1959. J'ai un paquet de plus de 2 kg de papiers ; même paquet chez notre avocat et au juge d'instruction...

APPEL AUX REDACTEURS

C'est en réalité un appel à tous les lecteurs qui sont des rédacteurs potentiels.

1° Envoyez votre copie au siège, 21, rue Jean-Robert, 75018 Paris, au plus tard pour qu'elle parvienne le premier samedi de chaque mois. Ainsi, pour le prochain numéro, envoyez-la pour le 5 avril.

2° Dactylographiez, ou faites dactylographier vos articles. A défaut, écrivez clairement et lisiblement. Pensez au linotypiste. C'est aussi une forme de solidarité ouvrière.

CONTRE L'ORGANISATION DE LA VIOLENCE

Je remonte un peu plus haut que le cinquantenaire. Pendant la première guerre, j'allais m'approvisionner à la librairie de *l'Humanité*, rue Montmartre : les petits brûlots à couverture rouge contenant les discours de Jaurès, les brochures d'Otto Bauer, etc. Mes sympathies, à cette époque de 1916-1917 penchaient du côté socialiste. Sous la dictature de Clemenceau-Mandel, se réunit, pour tenter d'arrêter la guerre, un Rassemblement des « Jeunes de gauche ». Marcel Vergeat nous proposa de « descendre dans la rue ». Je rencontrai là Rôger Hairius, alias Roger Hagnauer. Nous nous retrouvâmes en 1919, au 10, de la rue Dupetit-Thouars, à la « Jeunesse Républicaine du 3^e », sur laquelle il y aurait des souvenirs à évoquer (n'est-ce pas, notre vieux camarade Gilbert Raguier ?).

Devenu bibliothécaire, j'y lus les volumes de *l'Encyclopédie Socialiste* de Compère-Morel et autres, surtout pour leur partie historique. Aussi les livres de Lucien Deslinières : *Comment nous réaliserons le socialisme*. Roger m'envoya au 96 quai Jemmapes. J'y trouvai notre cher Marcel Hasfeld, la *Librairie du Travail* et sa *Bibliothèque du Travail*, en attendant ses publications. Je mis la main sur les brochures de la « Vie Ouvrière », dont les « Lettres de Léon Trotzky ». Je venais voir le « permanent », notre bon copain Petit, qui, en 1925, m'annonça la sortie de la *Révolution prolétarienne*. J'y appréciai le « Carnet du Sauvage » de Monatte, et les notes économiques de Louzon. Je n'étais pas complètement d'accord avec ce qu'impliquait le titre de la revue, faisant déjà des réserves sérieuses sur les conditions de la révolution, et sur l'expérience russe qui tournait mal. J'étais foncièrement — et je suis resté — pacifiste. J'appris à devenir syndicaliste, en attendant de pouvoir me syndiquer.

Tout cela aurait besoin de développement avec, depuis 60 ans, l'évolution du monde. Entre 1919 et 1920, je m'abonnai à *l'Humanité*, lorsque le directeur littéraire était Marcel Martinet. On trouvait les signatures de Jules Romains et Georges Duhamel. On ne les a plus guère revues dans les colonnes du quotidien devenu l'organe du Parti Communiste.

Je voudrais revenir un peu sur une des questions qui me tiennent à cœur. Je n'espère pas convaincre Louzon, mais, comme d'autres, dont Gallienne ont repris des propos sur la violence, je crois bon d'intervenir à mon tour. Il faudrait d'abord s'entendre sur le mot. Je ne considère pas comme une action « violente » le fait de grève, de boycott ou de résistance « passive ». Mais je condamne sans réticence l'engagement armé, qu'il se dise révolutionnaire ou qu'il s'abrite derrière la notion de « lutte de classes ». Dans la guerre nationale ou la guerre civile, on oublie trop facilement que les armées ont en face d'elles des hommes de même espèce qu'elles. Si l'on croit en les massacrant faire cesser l'injustice, on se trompe de façon totale. L'arme, l'uniforme, la discipline imposée, l'acceptation du commandement et de l'organisation hiérarchique sont de grands déformateurs des sentiments humains. « Le pouvoir est maudit » a dit Louise Michel, en une formule bien frappée. Il faudrait longuement montrer le contre-travail effectué par l'organisation de violence dans chacun des cas invoqués pour justifier les aléas de la lutte. On cite actuellement l'expérience Allende au Chili. On ignore, ou l'on ne veut pas savoir qu'elle fut dictatoriale et mécontenta une grande partie de la classe ouvrière. Elle est à l'origine du manque de soutien que le régime nouveau trouva, quelles que soient les interventions occultes qui contribuèrent à son renversement.

Les causes effectives d'améliorations survenues sont mal dégagées par les partisans systématiques. On s'illusionne sur la marche des événements. Les résultats sont trop souvent acquis à un prix trop élevé en libertés réelles et en vies humaines dont on ne veut pas tenir compte. On néglige trop de réalités. Or, les résistances à base

militaire et dictatoriale laissent des séquelles durables. Nous ne connaissons que trop les violences de nos adversaires partisans de l'Etat fort et de l'ordre bourgeois ou de celui qui se dit menteusement socialiste. Mais des habitudes délétères sont prises, un pli mauvais imprimé sur les mœurs et par les pensées mêmes. Chacun devrait réfléchir sur sa pente à répliquer par la force coercitive, et, surtout par le meurtre de l'adversaire, avant de se laisser emporter. Je moralise très consciemment. Il suffit que cœur et raison montrent clairement l'absurdité de l'action aveugle. Je ne me laisse pas entraîner par le cliquetis des mots ni par les appels « héroïques » et qui se croient libérateurs.

Je serais heureux de voir les jeunes d'aujourd'hui ne plus se contenter de formules reprises, mais analyser et voir par eux-mêmes. On peut encore s'écouter mutuellement et ne pas trancher arbitrairement à la R.P.

Louis SIMON.

SAVOIR CHOISIR

L'Europe, et particulièrement notre hexagone, semblent frappés de paralysie depuis la secousse de novembre 1973. La France, habituée au surnaturel, espère toujours en la naissance d'un miracle qui résoudrait tous les problèmes. Malheureusement l'heure du choix arrive et il faut prendre des décisions capitales pour sauver ce qui peut encore produire. Le temps du gaspillage organisé est révolu ; on va s'en apercevoir, par la force, puisque nous n'avons pas le courage d'admettre la situation telle qu'elle est. Il y a toujours des chances, pour ceux qui se trouvent en des situations difficiles, mais la principale de ces chances réside dans la prise de décision très rapide. Or si nous analysons ce qui s'est produit, pour notre morceau d'Europe, nous découvrons un certain sommeil depuis l'avertissement des pétroliers. Nous reconnaissons que le pays, au moment des événements, vivait en veilleuse, avec un président malade et un chef de gouvernement aussi consistant qu'un ectoplasme. Depuis les élections nous ne découvrons aucune mesure qui tende à organiser méthodiquement l'économie face à la nouvelle conjoncture de crise.

Notre pays évolue... lentement, il s'adapte comme il peut, mais reste immuablement rétif à des changements d'habitudes. Pourtant la crise de l'énergie devrait amener les citoyens à modifier leur façon de se déplacer et les inciter à économiser ce qui est encore disponible. Ceux qui gouvernent auraient pu, avec un peu d'audace, imposer des règles générales sauvant nos finances de l'hémorragie actuelle. Les dieux nous ont été favorables, puisque voici deux hivers, d'une douceur exceptionnelle, cela a permis d'user un peu moins de carburant ; mais cette nouvelle chance n'est pas reconnue par nos responsables qui annoncent comme une victoire une économie de 5 % alors qu'avec un temps aussi favorable on pouvait sauver 20 %.

Dans les transports il y a peu de choses à signaler depuis la fin de 73 ; les vicieux du volant continuent de s'agglutiner, matin et soir, sur les autoroutes en détériorant leur système nerveux. Aucun d'eux n'envisage d'utiliser un transport collectif, voyager en groupe semble dégradant à ces inconscients ; nous oublions trop que nous sommes une nation ayant le plus de voitures pour le moins de carburant disponible. Toutes nos recettes serviront au règlement de nos achats pétroliers ; ou bien nous conservons cet argent pour une reconversion partielle de l'industrie automobile. Comme aucune décision n'est prise, les choses vont s'ajuster à la crise ; ne voulant pas prendre de mesures courageuses, nous subissons cette période dans les pires conditions. Le chômage, qui s'amorce, va niveler par la force ce que nous ne voulons pas normaliser depuis une année. Ce-

pendant quand nous friserons le troisième million d'occupés nos responsables auront bien du mal à se faire écouter ; ils auront trop tardé à choisir et la décision glissera en d'autres mains. La publicité, faite autour des voyages de nos ministres-démarcheurs, ne résoudra pas, dans le présent, les graves difficultés de notre industrie.

Les cerveaux qui nous guident, vers des temps meilleurs, viennent de découvrir le remède à notre manque d'énergie : ils prévoient comme une solution idéale la mise en route de l'énergie nucléaire. Cette technique nouvelle en est encore à ses balbutiements ; comme pour le pétrole, on mise à fond sur ce mirage par répugnance à une économie dirigée. En régime capitaliste il n'existe pas de science économique ; l'activité bancaire, axée uniquement sur la spéculation interdit toute étude sérieuse de l'avenir. Dans un climat semblable, il est naturel que les trusts industriels voient avec plaisir naître cette nouvelle industrie ; cette activité dont personne ne connaît les règles permettra d'heureuses opérations financières. La nouvelle technique, encore expé-

rimentale, sera contrôlée à la grâce du diable ; quant au prix de revient il se fera au mieux des intérêts spéculatifs. Un parfait pillage des deniers publics commencé à nos dépens.

Cette orientation du choix nucléaire, trop rapide, est inquiétante. Louis Leprince-Ringuet est sans doute parfaitement sincère lorsqu'il vante les mérites de cette nouvelle science : en tant que théoricien sa position est logique. Mais avec tous les requins qui vont s'activer à la construction, peut-il affirmer que l'exécution sera irréprochable ? Voici des années que sur la Côte d'Azur, je fus surpris un soir par une brusque baisse de l'éclairage durant ma lecture vers 21 heures ; le lendemain je connus la cause ; les appuis du barrage de Malpasset avaient cédé. L'ingénieur savait que sa technique était parfaite ; mais les études géologiques, trop sommaires, avaient surestimé la solidité des assises. Alors... qui serait responsable s'il y avait des Malpasset dans le nucléaire ?

Francis AGRY.

ÉVOCATION DU PRINCE ANARCHISTE :

PIERRE KROPOTKINE

Nos jeunes amis du groupe libertaire Louise Michel m'invitèrent dernièrement à leur parler de Pierre Kropotkine... Je ne sais si j'y ai réussi, mais je leur suis reconnaissant de m'avoir contraint à ce retour vers un passé déjà lointain, à cette découverte d'un personnage exceptionnel — que je respectais sans bien le connaître... Que je suis prêt à classer aujourd'hui... « tel qu'en lui-même, enfin, l'éternité le change »... parmi les plus hautes figures de la Révolution et de l'Humanité.

UN PARADOXE VIVANT

Prince et savant ? Prince ? descendant par son père de la famille qui avait peut-être plus de droits à la couronne impériale que celle des Romanoff — par sa mère de ces cosaques révoltés, incarnés par Gogol dans le légendaire « Tarass Boulba ». Savant ? Non seulement par ses connaissances et son esprit scientifique, mais pour ses découvertes, ses explorations qui méritent que l'on fasse encore référence à ses travaux et ses théories sur « la structuration géologique de l'Asie », « la glaciation dans l'hémisphère boréal », « le processus de dessiccation de l'Eurasie ». N'oublions pas que l'autre grand anarchiste : *Elisée Reclus* compte encore aujourd'hui parmi les maîtres de la géographie moderne.

Mais cela ne suffirait pas pour le classer dans notre Panthéon révolutionnaire. Il fut, il est encore des aristocrates qui, par conviction peut-être sincère, apparemment insolite, peut-être par désir de se singulariser, pour ne pas dire par snobisme, s'affirment révolutionnaire et sacrifient financièrement à la Cause une part de leur superflus sans que leur confort et leur luxe en soient sérieusement amoindris. Il est des savants — d'une valeur incontestable — qui extériorisent leur adhésion — certainement délibérée et loyale — aux idées de « gauche et d'extrême-gauche » par la signature de nombreuses pétitions et la participation à des manifestations exceptionnelles. Le paradoxe, chez Kropotkine, c'est que son évolution du libéralisme à la Révolution, puis à l'Anarchie, orientée par les privilèges et les servitudes de sa condition sociale (1) aboutirent à une rupture totale et définitive avec son souverain, sa famille, l'Etat opprimant sa patrie, à l'abandon des droits, des biens, des richesses qui lui étaient normalement attribuées.

C'est ainsi que sa passion pour les démarches scien-

tifiques a toujours été subordonnée à sa volonté de servir ses idées par l'action, l'agitation et la propagande. Entre une activité vouée à ses recherches désintéressées et une mission plus ou moins urgente que lui imposaient les nécessités de la propagande anarchiste, il n'a jamais hésité. Il en fut, peut-être, en dehors de ses explorations scientifiques en Chine, en Extrême-Orient, en Finlande et en Suède, l'un des *pèlerins* les plus actifs. C'est au lendemain de l'émancipation des serfs en 1863 par le tzar « libéral » Alexandre II... qui, devant la progression rapide des idées libérales, redevint « l'autocrate de toutes les Russies »... Alors que la misère suivait l'affranchissement et que la répression frappait durement les groupes « progressistes », Kropotkine s'affirma révolutionnaire et c'est alors qu'il parcourut l'Europe occidentale pour trouver dans les mouvements déjà organisés, la confirmation de son choix, la conséquence de ses principes.

En 1872 il est à Genève, attiré par des marxistes qui le déçoivent immédiatement. Ce sont ses contacts avec la *Fédération Jurassienne*, avec James Guillaume, qui le portent entre Marx et Bakounine à choisir son illustre compatriote et à s'affirmer anarchiste. Il retourne en Russie, adhère au groupe Tchaïkowsky, est emprisonné, s'évade, se fixe à Londres, passe en Suisse où il devient membre actif de la *Fédération Jurassienne*, doit s'enfuir de Belgique, va de Paris en Espagne, assiste au *Congrès socialiste international de Londres* en juillet 1881, groupant les révolutionnaires hostiles au socialisme d'Etat. Expulsé de Suisse, il circule de Londres à Paris où il fut arrêté en décembre 1883.

Le premier grand procès des propagandistes anarchistes, rendus responsables des premiers attentats à la dynamite, s'ouvre à Lyon, en janvier 1883. Kropotkine fut condamné à 5 ans de prison. Ce qui mérite d'être signalé c'est que des professeurs, des juristes et des savants anglais, des plus réputés, signèrent une pétition réclamant la libération d'un homme « dont l'œuvre scientifique leur apparaissait comme incontestablement valable pour l'humanité en général » — et que cet

(1) Officier, par tradition familiale, il demanda à servir dans un corps qui était presque un régiment disciplinaire : les *Cosaques de l'Amour*, afin d'étudier la Sibérie et sans doute de prendre contact avec les proscrits.

(A suivre)

appel fut transmis au gouvernement français par Victor Hugo qui y joignit un additif de sa main. Démarche vaine. Mort en 1885, Victor Hugo ne connut pas la libération de Kropotkine acquise en 1886, à la suite de vigoureuses manifestations.

Le prince anarchiste, défendu par notre plus grand poète, gagna ainsi l'estime et le respect de Léon Tolstoï, le plus grand écrivain russe. C'est que par-delà des positions politiques assez distantes, il existait une communauté intellectuelle et morale, un humanisme cosmopolite où se retrouvaient les sages et les héros de la Pensée libre. Là où il s'installa — à Bromley, dans la grande banlieue de Londres — avec son admirable compagne, Kropotkine jouissait d'une sécurité relative.

Conçue à Paris, l'Internationale des Travailleurs ne put se constituer qu'à Londres en 1864. Tous les proscrits politiques d'Europe... des narodniks fuyant la Sibérie jusqu'aux survivants de la Commune à Paris pouvaient se rencontrer librement dans la métropole du capitalisme industriel et financier. Et la maison de Kropotkine fut naturellement, pendant un quart de siècle, l'attraction préférée, non seulement des militants anarchistes et révolutionnaires, mais encore des socialistes non conformistes, des représentants de la spontanéité ouvrière des intellectuels spontanément « contestataires ».

ATTIRANT LES ELITES, ALLANT VERS LE PEUPLE

Sur la longue liste des visiteurs et des correspondants de Kropotkine, je relève les noms de la « Vierge Rouge », notre Louise Michel — des héroïnes du terrorisme russe : *Fanny Elssler, Véra Figner, Véra Zassoulitch* — des militants les plus représentatifs de l'Anarchie : *Emma Goldmann* (proscrite russe), *Jean Grave* (fondateur des *Temps Nouveaux* où Monatte publia son compte rendu du Congrès d'Amiens de 1906), *James Guillaume* (ami de Bakounine, auteur de *l'Histoire de l'Internationale*, responsable du *Dictionnaire pédagogique* de Ferdinand Buisson, collaborateur de *la Vie Ouvrière* de Monatte) — *Charles Malatesta* (le pionnier de l'anarchisme italien et international) *Ch. Malato* (romancier et propagandiste anarchiste... évidemment *Elysée* et *Elie Reclus*, *Paul Robin* (le pionnier de l'Education Nouvelle et du néo-malthusianisme)... tous ceux-là et pas mal d'autres appartenaient à la grande famille anarchiste... Mais voici aussi les plus insolites, dont la curiosité et la sympathie peuvent surprendre et émouvoir : *Jules Guesde* (le futur leader du marxisme de stricte obédience), *Keir Hardie* (leader de l'Indépendant Labour Party) dont la constance pacifiste fut exceptionnelle), *Hubert Lagardelle* (leader de la tendance syndicaliste au sein de l'Unité socialiste... qui s'avilit en 1942 jusqu'à devenir ministre de Pétain, *G. Lansbury* (leader du travaillisme et du pacifisme anglais), *Tom Mann* et *Benn Tillet* qui menèrent au sein des Trade-Union la révolte des prolétaires hors des métiers qualifiés, le grand explorateur *Nansen*. Aussi *Domela Nieuwenhuys*, leader au sein de l'Internationale socialiste de l'opposition. *Sylvia Panckhurst* (fondatrice du féminisme britannique) *Romain Rolland*, *Georges Bernard Shaw*, *Laurent Tailhade*, *Octave Mirbeau*, *Oscar Wilde*, etc... Le grand écrivain russe *Tourgueniev* rencontra Kropotkine avec qui *Tolstoï* eut quelques rapports épistolaires. Voici encore : *Frank Mehring* qui ébranla en Allemagne le dogme marxiste. *Fritz Bruchbaker*, docteur en Suisse, grand ami de Monatte, qui tenta de réconcilier Marx et Proudhon, *Sydney Webb*, historien du travaillisme — le communard proscrit *G. Lefrançois*, le proudhonien *Le Tortellier*... Les deux redoutables ennemis anarchistes du bolchevisme triomphant : *Voline* et *Makno* consultèrent Kropotkine, alors en résidence discrètement surveillée à Dimitrov... Et lors de son passage en Italie, c'est *Mussolini* qui traduisit les propos oraux et écrits de Kropotkine.

On peut suivre celui-ci aux Etats-Unis (en 1897 et en 1901), en Belgique (1904), en Bretagne (1905), en Italie, à Locarno et à Rapallo (deux charmantes localités sur les bords des lacs italiens où furent signés d'importants accords politiques pendant l'entre-deux

guerres). Il circulait encore en Europe occidentale pendant les dernières années de l'avant-première guerre mondiale.

Mais il y a dans cette sorte de magistrature accordée à ce grand bonhomme sans qu'il l'ait sollicitée et qu'il s'en soit flatté, une originalité qui nous semble particulièrement édifiante. Qu'il reste près de Londres où qu'il circule en Europe et en Amérique, il fallait qu'il prit contact directement avec les ouvriers, qu'il les écoutât, qu'il s'inspirât de leurs sentiments et de leurs idées. Marx à Londres, Lénine en Suisse, Trotsky à Paris, ne semblent pas avoir été animés par cette salutaire curiosité. On pouvait les croire sincèrement disposés à servir la classe ouvrière. Mais celle-ci ne leur apparaissait consciente et organisée, qu'à travers le prisme déformant de leurs idées. On citait complaisamment une brochure de Lénine consacrée à la lutte contre le système des « amendes » dans les usines russes. Ce n'était qu'un moyen d'introduire la propagande social-démocrate. J'ai moi-même souligné l'importance de la rencontre à Paris au sein du *Comité pour la Reprise des relations internationales*, pendant la première guerre mondiale, des sociaux-démocrates représentés par *Trotsky* et *Martov* et les syndicalistes révolutionnaires représentés par *Monatte*, *Merrheim*, *Rosmer*. Mais il a fallu cette conjoncture exceptionnelle pour que Trotsky découvre le syndicalisme révolutionnaire tel que *Fernand Pelloutier* l'avait défini orientant la C.G.T. d'avant 1914.

Kropotkine, au contraire — ce grand et pur esprit — n'utilisait pas les revendications et révoltes populaires pour les inclure dans les épurations de sa logique où les éprouvettes de son alchimie. Les jacqueries des moujiks russes, les grèves des ouvriers français, anglais, américains provoquaient ces réactions affectives avant d'inspirer ces opérations intellectuelles. Lénine en 1901 dans *Que faire?* avait condamné le mouvement ouvrier spontané par référence à la doctrine marxiste (et en cela il ne se distinguait pas des autres leaders de la social-démocratie comme *Karl Kautsky* et *Jules Guesde*). Kropotkine avait rejeté la doctrine marxiste par référence au mouvement ouvrier spontané. Et c'est peut-être en cela — quelles que fussent ses illusions, ses erreurs, même ses aberrations de 1914 — qu'il reste un témoin irrécusable du passé, l'incarnation de valeurs permanente et d'espoir péniblement entretenus.

L'HEROIQUE AVENTURE DES « NARODNIKS »

L'évocation du prince anarchiste nous conduit à dénoncer une des deux grandes impostures portées par la propagande bolcheviste d'avant-hier, stalinienne d'hier. L'une que nous avons déjà signalée, c'est d'attribuer à la dictature omnipotente du tzar rouge le mérite de l'industrialisation de la Russie, alors que celle-ci engagée bien avant 1914, aboutissait à la veille de la première guerre mondiale à la formation d'un capitalisme indigène déjà plus dense que le capitalisme importé.

L'autre, à laquelle nous sommes plus sensibles, date de la naissance d'un mouvement révolutionnaire en Russie, de l'apparition du marxisme vulgarisé par *Georges Plekhanof* et de la fondation du parti social-démocrate bientôt dominé par la lutte entre bolcheviks et menchéviks.

C'est faire table rase d'une période riche d'héroïsme et d'abnégation. Sans même remonter à la révolte des « décebristes » sous *Nicolas I^{er}*, sans insister sur l'influence exercée par les écrits de *Nicolas Gogol* (cf. *Les âmes mortes*), puis de *Ch. Tchernechevsky* et surtout d'*Alexandre Herzen* sur la jeunesse aristocratique, bourgeoise, universitaire à laquelle Kropotkine appartenait, il convient de souligner l'importance d'une grande aventure aussi proprement légendaire que l'apostolat des premiers disciples du Christ.

(A suivre)

R. HAGNAUER.

FUTUROLOGUES ET ASTROLOGUES

Il serait peut-être injuste de se souvenir de l'abominable vénalité de la presse, et du document Raffalovich lorsque l'on cite « Le Monde » pour la seule raison que ce journal occupe les bâtiments de l'ancien « Temps » à Paris, rue des Italiens. Oui bien sûr, il y a son format, son papier trop gris, ses caractères typographiques qui obligent les vieilles gens à se servir d'une loupe (il faut dire qu'ensuite ils sont récompensés de leur effort, car il est en général enrichissant de le lire). Pour les jeunes, il faut préciser que le document Raffalovich, après la guerre de 1914-1918, prouva de façon irréfutable que le « Temps » (à qui « le Monde » a succédé en juin 1944) était aux ordres de l'ambassade tsariste, ainsi que beaucoup d'autres journaux français qui, avant le déclenchement de l'immonde tuerie de 14 défendaient la cause des impérialismes français et anglais contre ceux de Berlin et de Vienne. Et à cette époque, pour des raisons stratégiques, Moscou se trouvait curieusement dans le camp des « démocraties », avec son Tzar, entre les Empires de Guillaume II et de François-Joseph, dans lesquels d'ailleurs les social-démocraties s'alignaient sur les monarches héréditaires.

Qu'il me soit permis de répéter que le très sceptique Paul Valéry avait raison d'écrire que la guerre est toujours faite par des gens qui ne se connaissent pas ou presque pas, pour des gens qui se connaissent très bien. Rien ne semble être changé, car tous les gouvernements actuels, à force de conférences et de congratulations, finissent par avoir entre eux des liens mondains, alors que les pauvres diables qui formeront les tas de machabées ne se connaissent presque jamais. Lorsque des travailleurs, en temps de paix, participent à des voyages organisés, ils jouent aux bourgeois. Et lorsqu'ils rencontrent dans des pays industrialisés d'autres prolétaires de diverses nationalités, il est de bon ton pour eux de considérer les ratons arabes ou les Portugais comme des êtres légèrement ou nettement inférieurs à eux-mêmes. Ce qui n'empêche pas ces « nouveaux messieurs », au cours des grands congrès de la merveilleuse gauche rhétorique, de chanter en chœur *l'Internationale*. Ainsi va le monde !

J'en arrive à un certain général Stehlin qui, nous apprend « Le Monde » du 6 décembre 1974, vient de publier un livre intitulé « La France désarmée ». L'étoilé, marié, prétend-on, à une Américaine, trouve que Bloch-Dassault continue de fabriquer des « cercueils volants » (mes copains de l'usine Bloch désignaient ainsi ces coucoux à la veille de la guerre de 39. Depuis, bien sûr, il y a eu la Caravelle, un bon zinc, il faut être juste).

Ce Stehlin, attaché militaire de la France à l'ambassade de Berlin en 38-39, avait en ces temps lointains visité en compagnie du général Vuillemin, autre spécialiste de l'aviation de guerre, les usines Messerschmitt, sous la conduite affable du gros Goering. Et si l'on en croit son bouquin, il avait adressé aux guignols qui gouvernaient notre pauvre France un rapport ultra-confidentiel dans lequel il affirmait que nous pouvions aller nous rhabiller, et ne pas monter sur le ring, si nous ne voulions pas aller au tapis avant la fin du premier round. On me fera remarquer que ce Stehlin est aux ordres des grandes compagnies aériennes d'outre-Atlantique, démarcheur stipendié, et tout et tout. Absolument d'accord, à cent pour cent. Il n'en demeure pas moins vrai que l'étoilé (ex-vice-président de notre Chambre des députés) était apprécié il n'y a pas si longtemps, avant sa démission provoquée par sa préférence tarifée pour les avions yankees. Remarquons en outre que c'est un progressiste, compagnon du très modeste J.J.S.S. de *l'Express*. Tout cela laisse rêveur. Avant 39, il voyait assez juste. Aujourd'hui, malgré sa tendance à jouer les Topaze de style outre-Atlantique, son dernier bouquin ne laisse pas de vous peser sur l'estomac : Dans la « France désarmée » il ne mâche pas ses mots : Nous allons à vive allure vers une troisième guerre mondiale, et seul le parapluie américain

peut sauver la France, celle de son goût, celle des démarcateurs à la hauteur, pas celle des O.S. bien entendu, pas besoin de faire un croquis.

Si l'on veut bien se placer dans l'optique de l'ancien chef d'état-major de l'armée de l'air française, donc de ce Stehlin, ex-vice-président de notre Chambre des députés, nous allons vers une troisième guerre mondiale, en dépit du téléphone rouge et des casques bleus. Au fond, toutes les simagrées des conférences ne servent qu'à dissimuler les magnifiques prébendes que reçoit une *intelligenza* internationale issue des grandes écoles du monde entier : ces gens-là savent très bien que leur moulin à paroles moult du vide, mais qu'importe, ils passent à la caisse, et comment !

Stehlin le cynique déchire la voile hypocrite et proclame : « Dassault pille les fonds de l'Etat, et la stratégie plus ou moins maurrassienne de la « France seule », c'est du bidon. Courons nous abriter illico sous le parapluie atomique des U.S.A., d'autant plus que moi, je toucherai un meilleur courtage.

A l'autre bord, on feint de s'indigner de ce cynisme, et la trompette de la fierté nationale de retentir à tous les échos (n'a-t-on pas vu naguère les communistes annexer Jeanne d'Arc ?). Après tout, si la cause de l'indépendance de la France pouvait conduire à caresser un portefeuille ministériel ?

Ce tableau est sombre. La formule magique « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » disparaît dans un amas prodigieux de sophismes aberrants qui ont donné leurs preuves sanglantes en 14-18 et en 39-45.

D'autre part il est toujours un tantinet ridicule de vouloir jouer au nouveau jeu à la mode, de la Futurologie, prétendue science qui ne vaut pas mieux que l'astrologie. Et dire que pas mal de jeunes s'engagent dans cette voie, publient des journaux, des livres, s'excitent sur le sujet. Viansson-Ponté dans un papier remarquable écrit textuellement (8/9-12-74) à propos de futurologie : (On le trouve textuellement dans l'ouvrage « La population future de l'Europe et de l'Union Soviétique 1940-1970 », publié en 1944 à Genève sous le sceau de la S.D.N. et les signatures du professeur Natestein, de ses collègues et assistants, à la fin du chapitre consacré à la France) : « En 1970 ce pays aura 2,8 millions d'habitants de moins qu'en 1940 ». Or, en 1970, la France comptait 8 millions d'habitants de plus ». C'est beau la futurologie.

Un tel rappel nous incite à nous méfier des gens qui considèrent qu'il existe une certaine mécanique répétitive de l'histoire. Pour ma part je pense que parfois le grain de sable dans la vessie d'un Cromwell peut modifier le cours des choses. Cela n'implique nullement que les grands courants ne vont pas dans le même sens (guerres et révolutions par exemple).

Pour en revenir au général Stehlin, son bouquin « La France désarmée » écrit à la hâte pour tenter de justifier son attitude, indique une marche fatale vers un troisième conflit mondial.

Les grandes nations, et les petites qui les singent au maximum, supposent que le fait d'accumuler d'énormes moyens de tuerie pourrait empêcher la guerre. D'abord, il n'est pas absurde de considérer que la nervosité ou la stupidité (peut-être les deux à la fois) d'un gouvernement de hasard peut à un moment quelconque déclencher l'engrenage, puisque les fameuses fusées s'envolent à la minute. Ici un souvenir personnel : lors de la mobilisation générale d'août 1914, je revois mon père et ses copains ébénistes du faubourg Saint-Antoine trinquant ensemble une dernière fois et s'écriant en chœur : « Avec les engins modernes, la guerre durera quinze jours au plus ». Vous connaissez la suite, pour 14-18 et pour 39-45. Au fond c'est Einstein qui a encore raison : « Le prochain conflit mondial peut commencer avec la bombe atomique, et finir avec des arbalètes ».

Compris ?

Albert LEMIRE.

INFORMATIONS SYNDICALES

ENCORE UNE REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Les enfants des travailleurs feront les frais de la réforme Haby... c'est la conclusion unanime que tirent les syndicats du projet de « modernisation du système éducatif » présenté par le dernier ministre de l'Éducation. L'opposition des syndicats n'est pas moins unanime à ce projet (ceux de la FEN et en particulier les puissants SNI et SNES, SGEN-CFDT, etc.) démagogique, ségrégationniste et qui appauvrit la formation générale en multipliant les matières à option.

— Démagogie, le vocabulaire « moderne » employé, le non redoublement des élèves du primaire qui permet une sélection voilée : les « meilleurs » pouvant sauter des classes...

— Ségrégation à tous les niveaux, dès le primaire, puis dans les CES où l'on orientera en 5^e, en 3^e, etc...

— Pauvreté = le baccalauréat 2^e partie, qui réapparaît, ne joue que sur des matières optionnelles.

L'histoire et la philosophie, matières « dangereuses », feront en particulier les frais de l'opération. D'autre part, en ce qui concerne la formation des maîtres, l'incohérence est totale.

Encore une réforme faite pour développer l'agitation dans l'enseignement. On peut prévoir un troisième trimestre chaud...

L'EMPLOI

La situation de l'emploi continue à se dégrader en France : à la fin de Janvier 1975, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits aux services officiels s'élevait à 765.000. Le nombre des chômeurs réels (selon la définition du B.I.T.) atteignait 1,2 million de personnes. Selon l'INSEE, le nombre des chômeurs était supérieur de 46 % au nombre des demandeurs d'emploi inscrits, en mars dernier. La proportion des jeunes, parmi les chômeurs, atteint 45,8 % (moins de 25 ans) et continue de progresser. Les femmes représentent 50,8 % des demandeurs d'emploi alors qu'elles ne sont que 35 % des salariés.

Le chômage partiel a lui aussi atteint un niveau record : 1.742.000 journées de 8 heures indemnisées en décembre 1974 contre 160.200 en décembre 1973.

LES HANDICAPES DANS L'ACTION

Lors d'un récent conflit au Centre d'Aide par le travail de Besançon, les handicapés ont estimé que leurs conditions de travail, à la fois sur le plan des salaires et de la sécurité, justifiaient le dépôt de revendications et leur discussion.

Le Syndicat local Force Ouvrière qui depuis des mois réclame des négociations s'est constamment heurté à un refus des autorités responsables du Centre. D'où la grève. La Confédération a été particulièrement indignée en apprenant que le Directeur du Centre était allé jusqu'à charger les grévistes avec sa voiture. C'est le premier conflit du genre.

A l'heure où la loi d'orientation doit revenir en discussion devant le Parlement, il est impératif que l'on réalise enfin que les handicapés au travail, comme l'ensemble des travailleurs, ont des droits qu'ils entendent faire respecter tout comme ils sont décidés à utiliser désormais les moyens qui sont ceux de tous les travailleurs pour faire aboutir leurs légitimes revendications.

QUELQUES SUCCES DE FORCE OUVRIERE

Les élections des délégués au Comité d'Établissement de la Régie Renault à Flins marquent une nette avance de Force Ouvrière qui gagne 3,76 % des suffrages et un siège, perdu par la C.F.D.T., tandis que la C.G.T. conserve ses cinq sièges.

Aux élections des commissions administratives paritaires des Chefs de section administrative et secrétaires

administratifs de l'Office National des Forêts, sur 1.268 suffrages valablement exprimés Force Ouvrière a obtenu près de 60 % des suffrages et emporté trois sièges. La C.F.D.T. obtient 37,85 % des suffrages et un siège, la C.G.T. 2,52 % et aucun siège.

Aux élections des délégués au comité d'entreprise, de la Société Nationale d'Industrie Aéronautique de Meaulte, dans la Somme montrent le tassement permanent des positions de la C.G.T. et de la C.F.D.T. qui, de 854 voix en 1971, sont passés à 828 en 1973 et à 731 en 1975. Tandis que Force Ouvrière, associée à la C.G.C. n'obtenait que 301 voix en 1971 et 375 en 1973, atteignent en 1975, en commun avec la C.G.C. et la C.F.T.C. 673 voix.

LE PRIX DU FUEL DOMESTIQUE DOIT BAISSER

La dernière hausse du prix du fuel domestique date du 19 décembre. Mais depuis plusieurs semaines, nous assistons à un véritable retournement de la situation. Aux nombreuses concessions faites par les pays producteurs sur le prix du pétrole brut sont venues s'ajouter d'une part, la baisse importante du dollar, monnaie de référence pour le paiement du pétrole et d'autre part la diminution non moins considérable des frais de transport. Tous ces facteurs permettent de chiffrer à au moins 30 % la diminution en monnaie constante enregistrée depuis un an sur le prix de revient du pétrole brut, alors même que se multiplient en outre les symptômes d'une baisse de prix encore plus accentuée dans les semaines à venir.

Dans ces conditions il serait injuste de faire supporter encore plus longtemps aux utilisateurs de fuel domestique des prix calculés au plus haut et hors de proportion avec leurs possibilités.

Par ailleurs, Valéry Giscard d'Estaing faisait observer à une délégation Force Ouvrière que la simple répercussion des baisses de prix des matières premières ralentirait l'inflation.

Toutes les conditions sont donc réunies pour procéder à un réexamen des prix de l'énergie : celui du fuel domestique en particulier doit être révisé en baisse sensible de toute urgence.

F.O. ET L'ANNE DE LA FEMME

Dans le cadre de l'année internationale de la femme, la Confédération Force Ouvrière organisera un certain nombre de manifestations importantes.

C'est ainsi que le 1^{er} mai sera placé sous le signe des travailleuses avec pour thème essentiel : « La disparition des inégalités, non seulement entre travailleurs et travailleuses, mais entre tous les travailleurs sans distinction ».

Le 15 mai, se tiendra une Conférence nationale des femmes.

Du 26 mai au 7 juin, se tiendra à Strasbourg une session de formation d'une ampleur particulière avec une journée consacrée à des rencontres internationales avec les travailleuses des pays limitrophes.

Rappelons enfin que le Bureau Confédéral Force Ouvrière a demandé et obtenu que le Conseil Économique et Social soit saisi de la question du rôle économique des femmes et qu'un rapport sera établi en ce sens.

SITUATION DES FEMMES SALARIEES

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont demandé au Premier Ministre et au CNPF l'ouverture rapide de négociations sur la situation de la femme salariée. Elles ont appelé toutes leurs organisations à agir pour mettre un terme à la surexploitation des travailleuses.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont appelé leurs organisations et particulièrement les femmes salariées elles-mêmes à faire de la première semaine de mars une intense période d'action. Seule l'action pourra en effet contraindre le gouvernement et le patronat à des reculs importants modifiant la condition féminine.

A TRAVERS LES LIVRES

LES STALINIENS

Une expérience politique - 1944-1956

par Dominique DESANTI
(chez Fayard)

Il faut appeler les choses par leur nom, et les hommes par leur nom. C'est pourquoi il faut déjà remercier Dominique Desanti de n'avoir pas donné le beau nom de communistes à des hommes et des femmes — dont elle était — qui, à l'époque indiquée en sous-titre, appliquaient en France, avec une foi aveugle, la politique fluctuante de Staline.

Les « philosophes » du stalinisme, et parmi eux Jean et Dominique Desanti, disaient que c'était « de la dialectique ». Ainsi, ils servaient, ils étaient « utilisés » à habiller de grands mots une politique de contre-révolution, à couvrir les crimes qui accompagnent toujours ces périodes de réaction, à se faire les complices de la terreur stalinienne.

Cette dénomination de stalinien, loin d'être une injure, un opprobre pour les « chefs » de ce parti, aimés et honorés encore, était revendiquée par eux comme un titre de gloire qu'ils s'efforçaient, disaient-ils, de mériter par une émulation dans la flagornerie et le léchage de... bottes.

Pendant douze ans, Dominique Desanti a fréquenté ces héros. Les portraits qu'elle en donne sont subjectifs. D'aucuns qui les ont connus à d'autres époques leur donneraient de tout autres traits. Ils n'étaient pas tous laids à l'origine, comme ils le sont devenus, comme le stalinisme les a rendus. A la lecture du livre, il semble pourtant qu'un accord se fasse spontanément, par-delà les circonstances, pour désigner du doigt ceux d'entre eux qui ne furent que de petits saligauds. Mais les autres, les grands... Ils n'échappent pas au couperet de l'histoire. Leur maître Staline n'y a pas échappé. Et pour lui, ce n'est pas fini. Pour eux non plus.

Ce n'est pas d'ailleurs ce qu'il y a de plus important, ce que nous cherchions dans l'ouvrage de Dominique Desanti. Nous hésitions même à le lire, lassés de nos sommes de ces confessions de « défroqués ». Le mot est de l'auteur lui-même qui est passé par cette Eglise.

Il faut remarquer que, selon l'époque où « on y est passé », l'expérience est différente, même si, en fin de compte, l'amertume est égale, même si les enseignements et les conséquences qu'en tire celui ou celle qui « y est passé » se ressemblent. Ce qui n'est pas toujours le cas ; il s'en faut.

Ainsi Dominique Desanti a subi cette épreuve, volontairement et avec enthousiasme, dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, après l'école de « la résistance ». Le P.C.F. se voulait alors le champion du patriotisme. Était-ce le même parti que celui des années 20 et 30, pour lequel et dans lequel, l'antimilitarisme, le « travail anti » comme on disait à l'époque, était non seulement un article de la foi, mais le test du bon militant communiste.

Allons! messieurs les historiens, mesdames les historiennes, il ne doit pas être difficile de retrouver le premier mot d'ordre des années de constitution du parti communiste, l'un des mots d'ordre sur lesquels se fit la scission de Tours : « Pas de défense nationale en régime capitaliste! ». Sans aller jusqu'au journal « La Caserne » qui date d'un peu plus tard, quand déjà s'installait le stalinisme ; cette feuille antimilitariste avait pour gérant responsable un certain Jacques Duclos qui cumula — au moins théoriquement — deux ou trois dizaines d'années de prison pour incitation de militaires à la désobéissance.

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis ces temps héroïques, et le parti stalinien qu'a connu Dominique Desanti n'est plus le parti communiste initial. Il faut pourtant reconnaître qu'il a tenu, et au-delà, les promesses qu'il avançait déjà, vers 1930, à l'aurore sale du stalinisme. Chez lui aussi, la quantité s'est muée en qualité.

Dominique Desanti a donc été stalinienne. Elle l'a été jusqu'à l'écoeurement. Mais auparavant elle a dû « en avaler » dans cette période de guerre froide ! On se demande comment elle a pu avaler tout ça, y compris les tragi-comédies des procès dans les « démocraties populaires » (deux mots, deux mensonges). Comme journaliste « communiste », elle fut même chargée de rendre compte de ces odieuses mises en scène, de les expliquer, de les exalter, d'essayer de convaincre « la base » en se convainquant elle-même. Elle n'y manqua pas. Jusqu'au jour... jusqu'au jour où, à Sofia, l'accusé Kostov renia publiquement les aveux que la torture physique et morale lui avait extorqués. Le communiste Kostov n'en fut pas moins tué le jour même. Mais la foi de Dominique Desanti vacilla. Elle ne se reprit plus. L'écrasement de la Commune de Budapest, en 1956, consomma une rupture qui, intellectuellement et moralement, était déjà effective. Sa croyance avait été sérieusement ébranlée après la réhabilitation de Tito ; il faut dire qu'en 1949, elle avait été chargée d'écrire une brochure (« Masques et visages de Tito et des siens ») pour « démontrer » l'ignominie et la trahison des titistes. Elle s'était acquittée de cette tâche en bonne intellectuelle armée d'un « bon esprit de parti ».

Maintenant que ses yeux se sont dessillés, que sa croyance est morte, qu'elle est de nouveau disponible (espérons qu'elle se servira toujours bien de cette disponibilité), elle nous conte l'histoire de ces douze années, des événements qui la jalonnèrent, à l'intérieur et à l'extérieur de son Eglise, d'une façon toute différente de celle qui était de rigueur quand elle était une « intellectuelle à son créneau ». Elle a laissé tomber les rites et oublié le langage codé de l'univers stalinien. Et la façon dont elle nous conte maintenant l'histoire ne diffère pas tellement des relations et commentaires que les militants révolutionnaires ont donné dans notre « R.P. » depuis qu'elle existe. La lecture de son livre vient étayer chez nous une conviction déjà faite.

Cette lecture ne nous en est pas moins utile pour essayer d'éclaircir deux questions que nous nous sommes posées depuis longtemps, que nous nous posons encore. La première tend à expliquer comment des intellectuels de talent peuvent en arriver à prostituer ce talent et à faire passer pour vérité des mensonges les plus évidents. La seconde question est plus importante : comment des travailleurs, des ouvriers dont la sincérité, l'honnêteté et le dévouement sont non moins évidents, peuvent-ils rester attachés à ce parti dégénéré, continuer à croire en lui ?

On pourrait déjà répondre que la responsabilité des intellectuels est grande dans cet aveuglement qu'ils ont pour tâche d'entretenir. Aussi — mais cela on le savait déjà — que rien n'est plus dur que d'abandonner une foi si vive, soutenue par un espoir si grand, et de se retrouver un moment seul, quand ce n'est pas dénoncé, calomnié et traqué comme il était habituel au plus beau temps du stalinisme. Mais il faut aller plus loin, plus au fond, pour comprendre la psychologie du militant ouvrier communiste.

Parlons d'abord des intellectuels, de ces écrivains, de ces philosophes, de ces artistes, de ces savants qui, croyant servir la cause des exploités et des opprimés, se torturent les méninges pour justifier l'injustifiable, recourent aux arguties les plus misérables et les plus jésuitiques (nous en trouvons encore quelques beaux exemples dans ce livre) pour se confirmer dans leur foi et fortifier celle des autres. Pour Dominique Desanti et ses pareils, cela ne fait pas de doute : ils sont

sincères dans leur erreur, leur foi les aveugle et les mots ne leur manquent pas pour en aveugler les autres. Sans parler, bien entendu, de ces intellectuels (il y en a aussi) qui se sentent bien dans ce service parce qu'ils y trouvent confort et notoriété.

Mais ces travailleurs, ces ouvriers qui n'ont pas ces faiblesses d'intellectuels, qui ne devraient pas croire au bon dieu surtout quand il a l'apparence et la réalité d'un tyran contre-révolutionnaire, ceux qui chantent « Ni dieu, ni César, ni tribun ! »... comment peuvent-ils trouver un havre dans cette Eglise ? Dominique Desanti en donne une explication que nous devons méditer. Elle écrit :

« N'oublions jamais que pour un ouvrier la contre-

société communiste apporte avec une culture, et l'ouverture sur le monde, un nouveau sentiment de sa propre dignité. La perdre, c'est se fondre à nouveau dans la grisaille du vide culturel où la société régnante relègue le peuple des usines, des mines et des chantiers ».

Oui, mais Dominique Desanti nous dit plus loin, après démonstration, que cette contre-société adopte « inconsciemment » (?) l'échelle de valeurs de la société officielle. L'espoir n'est donc plus là, et demain moins qu'aujourd'hui, et bien moins qu'hier. L'espoir est dans le retour aux sources vives du mouvement ouvrier révolutionnaire, trop longtemps polluées par les égôts du stalinisme. — R.G.

AU SUJET DE L'AUGMENTATION DES DEPENSES MILITAIRES

Voici ce qu'on a pu lire dans « Pékin-Information » du 10 février 75.

Nous passons cela comme un document parmi d'autres. Nous en laissons la responsabilité aux autorités chinoises. En dehors même du sujet traité, il en dit long sur les rapports actuels entre l'URSS et la Chine communiste.

« Les autorités du révisionnisme soviétique ont eu le front de déclarer récemment qu'en 1975, le budget militaire de l'Union Soviétique ne serait, seulement, que de 17,4 milliards de roubles (environ 22 milliards de dollars). A première vue, il s'agit d'un chiffre en réduction de 250 millions de roubles par rapport à l'année passée. Comme d'habitude, l'agence Tass a immédiatement publié une série de nouvelles et de commentaires exaltant avec force cette « diminution », sous des titres ronflants tels que « Réduction des dépenses de la défense nationale ».

Les dépenses militaires du révisionnisme soviétique sont-elles vraiment d'une vingtaine de milliards de dollars seulement ? Et sont-elles en « réduction » constante ? Personne ne le croit.

Depuis des années, l'opinion publique mondiale a tiré de l'examen des dépenses militaires soviétiques la conclusion qu'elles ont atteint le même niveau que celles des Etats-Unis. Si pour l'année fiscale 1975, elles ont dépassé, dans ce dernier pays, 80 milliards de dollars, à combien s'élèvent-elles en Union Soviétique ? Jamais, face aux multiples analyses que tous les spécialistes mondiaux ont pu établir de cette question, les chefs de file des révisionnistes soviétiques n'ont osé en contester l'importance. Aujourd'hui, au moment où doit être établi le budget militaire de la nouvelle année, ils poussent le cynisme jusqu'à le prétendre en réduction, poursuivant leurs mensonges et, ce faisant, ils n'arrivent à convaincre personne, pas même eux-mêmes.

Il est de notoriété publique que l'U.R.S.S. est un Etat à l'économie nationale militarisée. Depuis que Brejnev a accédé au pouvoir, les chefs de file des révisionnistes soviétiques n'ont cessé de réclamer « l'affectation d'une importante somme d'argent à la défense nationale » afin d'établir leur « supériorité » sur les Etats-Unis, par la coalition de « tous les efforts » afin de maintenir leurs forces militaires au « plus haut niveau », et ceci en raison même de l'évolution de la situation. Et c'est ainsi qu'il ont agi effectivement.

Comme les Etats-Unis, le révisionnisme soviétique parle quotidiennement du désarmement, mais en réalité il poursuit, jour et nuit, l'expansion de ses forces destructives. Il en résulte entre les deux supergrands une nouvelle intensification de la course aux armements. L'Union Soviétique possède aujourd'hui les forces armées les plus importantes du monde. Ayant plus de dix fois augmenté le nombre de ses ICBM au cours des dix dernières années, elle affecte aujourd'hui des fonds plus considérables encore à la production expérimentale des MIRV et à la construction des sous-marins nucléaires équipés de missiles du type le plus récent. Et en même temps, elle redouble d'efforts pour multiplier ses armes

conventionnelles, sans oublier ses innombrables expérimentations scientifiques à caractère militaire. N'y a-t-il pas là la preuve péremptoire de l'accroissement substantiel de ses dépenses militaires, année après année ?

Il arrive pourtant que les hommes du Kremlin se démasquent. On eut se rappeler que Khrouchtchev, lors de sa visite aux Etats-Unis en 1959, avait avoué : « Les dépenses militaires de votre pays (les Etats-Unis) représentent en moyenne plus de 40 milliards de dollars par an. Et les nôtres ? Il est inutile de dissimuler le fait que nous dépensons chaque année environ 25 milliards de dollars dans le même but ». C'est-à-dire que le chiffre qu'il révélait alors était de 2,5 fois celui que le révisionnisme soviétique publiait à l'époque. A l'évidence, quand Khrouchtchev disait qu'« il était inutile de dissimuler le fait », il avait déjà largement minimisé son chiffre. Mais ce qui importe est ainsi de constater que les dépenses militaires réelles du révisionnisme soviétique sont pour le moins largement supérieures au chiffre qu'il publie.

Brejnev tire vanité d'être plus rusé que son prédécesseur. Cependant, lui aussi a laissé passer le petit bout de son oreille. Ainsi en 1969, alors qu'il participe à l'« élaboration » d'un document « important », il cite explicitement et ouvertement le chiffre des dépenses militaires du groupe du pacte de Varsovie : c'est le même que celui fourni à Londres par l'Institut des études stratégiques, qui avait estimé que les dépenses militaires soviétiques représentaient à l'époque environ 3 fois celles officiellement publiées. Le même Institut était également d'avis que, dans ce domaine, l'Union Soviétique marchait depuis longtemps au même pas que les Etats-Unis. Selon les calculs qu'il a effectués pour les années récentes, les dépenses militaires annuelles de l'U.R.S.S. se seraient maintenues pendant deux années à un niveau compris entre 80 milliards et 90 milliards de dollars.

Le chiffre des dépenses militaires qu'ont publié les autorités soviétiques est un faux, ceci est clair comme le jour. L'analyse détaillée des effets négatifs résultant de l'expansion de l'industrie militaire sur son économie nous en fournit une preuve supplémentaire. Dans ce soldisant « Etat socialiste développé », les articles de consommation courante manquent sérieusement, l'agriculture est depuis longtemps dans un état d'arriération chronique, les approvisionnements sont insuffisants sur le marché, les prix montent sans cesse et la vie des travailleurs va de mal en pis. Et on ne peut que se poser la question : où sont à présent les richesses nationales si laborieusement créées par le peuple soviétique ? L'expansion des armements n'en a-t-elle pas absorbé l'essentiel, tandis qu'une poignée de gens de la bourgeoisie monopoliste-bureaucrate s'en partage le reste ?

Faire passer l'augmentation continue des dépenses militaires pour une réduction constitue un procédé indéniablement méprisable qui n'a pas d'autre but que celui de duper le peuple soviétique et l'opinion publique mondiale, et ceci démontre explicitement la position d'extrême vulnérabilité de cette bande de réactionnaires opposée à la marche de l'histoire ».

CEUX QUI S'EN VONT : JEAN AULAS

C'est avec peine que nous apprenons le décès de notre ami Jean Aulas, ancien secrétaire fédéral de la Fédération unitaire de l'Enseignement adhérente à la C.G.T.U.

Cette Fédération groupait dans son sein des professeurs — rares — et des instituteurs — peu nombreux — mais ce fut une pépinière de militants syndicalistes, tôt divisés en deux courants : la majorité communisante (les Bouët, Dommanget, Aulas, Serret, Rollo...) et la minorité « Ligue Syndicaliste (Marie Guillot, Thomas, les Cornec, Thévenon, Richard). On y observait les règles du vieux syndicalisme : pas de permanent appointé, renouvellement des secrétaires fédéraux tous les deux ans, refus de la subordination du syndicalisme aux partis politiques.

Né en 1893 en Saône-et-Loire, d'un père instituteur tenacement rural, élève de l'Ecole Normale de Mâcon, voilà bien vite Jean Aulas au régiment — classe 13 — et jeté dans la guerre. Il la traversera sans blessure mais non sans mal : des Dardanelles il rapportera un paludisme persistant.

Il y aura trouvé une première occasion de prouver la force de son humanité et de son caractère. Sergent, il est désigné — est-ce par hasard ? — pour commander le peloton d'exécution d'un malheureux Sénégalais. Il refuse. Cassé de son grade. Prisonnier sous la tente avec trois camarades, mais ovationné par son régiment.

Instituteur en Saône-et-Loire, il déploie rapidement activité et esprit pratique (bibliothèques, sorties collectives). Le voilà syndicaliste aux côtés de Marie Guillot et communiste à une époque où ce n'était pas de mode.

Dans la Fédération, il s'impose suffisamment pour prendre en 1928 la suite de Dommanget au secrétariat fédéral. De dures épreuves attendent la Fédération en ces années où le P.C. adopte un verbalisme révolutionnaire et dominateur. Les staliniens, sous le couvert d'une Internationale de l'Enseignement que conduit Cogniot, veulent amener au Congrès de Besançon (août 1929) le Bureau à condamner le syndicat du Finistère (Ligue Syndicaliste) à propos de graves incidents survenus à l'Ecole Normale de Quimper et à blâmer la parution du livre d'histoire que la Fédération venait de publier. Le bureau fédéral refuse et l'emporte confortablement. La tendance Cogniot ne groupe guère que le dixième des mandats. Peu après, réuni à Bruxelles, le Comité de l'I.T.E. somme Aulas de désavouer les résolutions de Besançon. Mais Aulas, pas plus discipliné que dans l'armée, refuse : c'est un cas de conscience et il ne peut s'incliner. Dès lors se déclencha la procédure d'expulsion du Parti. Procédure difficile, car la base — la cellule de Chalon-sur-Saône — refuse l'expulsion et il faudra des années avant qu'Aulas soit exclu.

Dans la Fédération, les staliniens obstinés vont créer une troisième tendance : la Minorité Oppositionnelle Révolutionnaire (M.O.R.) et amènent au Congrès de Marseille (1930) un groupe de jeunes fanatisés.

Qui a assisté au Congrès de cette Fédération dite *unitaire* n'oubliera jamais le déferlement d'injures et de menaces auxquels Aulas et Serret firent face jusqu'à l'épuisement.

Mais peu après, le P.C. prenant un tournant, les tempêtes s'apaisèrent, et en 1931, le Congrès de Limoges, sur la suggestion de Racamond (du secrétariat de la C.G.T.U.) décide d'envoyer une délégation à Moscou aux assises de l'Internationale Syndicale Rouge. Aulas fait partie de la délégation avec Cornec, Dommanget et Serret. Elle n'ira pas plus loin que Berlin, Moscou ne fournissant pas à ces opposants les moyens de continuer leur voyage.

En 1933, Aulas sera à la tribune du Congrès pour la Paix de Pleyel, mais lorsqu'il essaiera de dénoncer les

fautes qui ont amené Hitler au pouvoir, il ne pourra plus se faire entendre.

Toujours actif il aura des contacts avec Trotsky mais refusera toute subordination à la politique du « vieux ».

De même, alors que s'amorce le Front Populaire et la fusion C.G.T.-C.G.T.U. il viendra apporter au Congrès du S.N. des Instituteurs à Nice (1934) puis à Paris (1935) les conditions d'entrée de la Fédération au S.N.I. : elle n'entend pas y entrer pour s'y trouver ligotée et y préparer « l'Union Sacrée ».

La fusion faite, il organisera en Saône-et-Loire un Syndicat du type de celui de la Fédération groupant instituteurs et professeurs.

Mais la guerre est là et la défaite.

L'administration va bien vite s'occuper de régler quelques comptes avec le ménage Aulas, car en 1932, Aulas a épousé Suzanne Perrault, militante des Deux-Sèvres, qui l'a rejoint à Chalon-sur-Saône. Aulas est révoqué, sa voiture réquisitionnée. Suzanne déplacée d'office dans un village si astucieusement choisi que la municipalité organise la grève des parents, refuse de lui ouvrir l'école et le logement et, ironie sans doute, Aulas y est mis en résidence surveillée — tout cela avant que les Allemands arrivent en Saône-et-Loire.

Mais ils arrivent. Les Aulas partent en vélo pour l'Auvergne. L'administration les y retrouve et Suzanne Aulas reçoit un poste rural dans le Rhône, tandis qu'Aulas voit se renouveler sa mise en résidence surveillée en Saône-et-Loire ! Il n'en tient guère compte et le voilà dans le Rhône. Situation délicate, bien sûr. L'Inspecteur du Rhône ne l'apprécie pas non plus et désireux d'en finir avec ce ménage à histoires, conseillera gentiment à Suzanne Aulas de s'éloigner de la région. Elle demande le Midi, l'obtient et la voilà en 1942 institutrice à Capitou, hameau de Mandelieu. Aulas la suit ; il sera jardinier, secrétaire d'agence en attendant que le IV^e République le réintègre en Saône-et-Loire... Enfin, un jour viendra, où il lui trouvera un poste à Antibes, puis à Cannes. Pas pour longtemps, car à 55 ans, Aulas prendra sa retraite, se fixera à La Napoule, s'intégrera dans la vie locale, y prendra une place active, tout en gardant le contact avec les jeunes instituteurs de la région cannoise, et Suzanne Aulas prendra place sur la liste « Ecole Emancipée » des candidats au Conseil Syndical des Alpes-Maritimes.

Et jusqu'à la fin — malgré une santé qui se détériore — Jean Aulas gardera cette curiosité, cette vivacité d'esprit, cette méthode qui le poussent à porter intérêt à tout ce qui se passe au jour le jour, comme à ce que révèlent du passé les pièces d'archives, qu'elles concernent la Bourgogne ou la Provence.

A cette heure, sa dépouille attend l'incinération que ce bon batailleur a souhaitée.

En Jean Aulas, ses amis de la R.P. saluent un militant qui s'il n'a pas partagé les points de vue de la Ligue Syndicaliste a été un courageux militant qui a toujours refusé de subordonner les formations syndicales à un parti politique et ils adressent à Suzanne Aulas et à Jean-Pierre Aulas leurs amicales condoléances.

B. GIAUFFRET.

Nous apprenons, en dernière heure, le décès de ALLOT, du Finistère, un autre militant valeureux de l'enseignement syndicaliste. Nous lui rendrons, dans le prochain numéro, l'hommage qu'il mérite.

Que la disparition de ces grands militants incitent les jeunes à prendre leur place au combat jamais terminé !

ENTRE NOUS

Nous venons de franchir une grande étape : celle du cinquantenaire. Le 9 mars dernier, une centaine d'amis de cette revue se sont réunis autour d'une bonne table. Il faut compter aussi les camarades que l'éloignement, la mauvaise santé ou un empêchement personnel ont retenu loin du repas en commun. Beaucoup de ceux-là y ont quand même pris part par les lettres qu'ils nous ont envoyées et par leur généreuse participation aux frais. Nous les en remercions cordialement.

Et maintenant, nous commençons une nouvelle période quinquennale. Nous la commençons sans que nos difficultés permanentes soient atténuées, sinon par le réconfort qu'a apporté à l'équipe de la rédaction et de l'administration cette fraternité du banquet réussi. Car sur sa réussite, nous ne nous avancerons pas en disant que tous ceux et celles qui y ont assisté l'ont constatée avec satisfaction.

Voici déjà une difficulté nouvelle : notre vieil ami Robert Louzon n'a pu être présent avec nous le 9 mars car sa santé ne le lui permettait pas. Il nous a envoyé une adresse qui figure en première page de ce numéro. Mais son état ne lui a pas permis de rédiger, cette fois-ci, ces « Notes d'économie et de politique » qui étaient, quoi que l'on puisse en penser parfois, le meilleur de nos pages, ce qui attirait et retenait nos lecteurs, même pour les choquer.

Nous pouvons craindre qu'il ne puisse plus les rédiger aussi régulièrement. Il faudra donc, non pas le remplacer, mais tenir sa place s'il confirme lui-même qu'il ne peut plus assurer cette rubrique où il faisait preuve pourtant d'une imperturbable jeunesse.

Nous devons donc penser à trouver, sous sa direction et à son exemple, un rédacteur militant qui s'emploierait à nous informer comme Louzon sait le faire et à commenter l'événement et l'idée avec l'originalité qui était sa marque. Bien entendu, nous comptons sur lui d'abord pour nous diriger vers cet oiseau rare. Et d'abord, nous comptons que des jours meilleurs nous feront retrouver dans notre prochain numéro sa plume vigoureuse.

Les autres difficultés ne sont pas disparues par la seule vertu de cette fête d'une « R.P. » cinquantenaire. Il y a toujours la hantise de l'encaisse fluctuante. Les derniers mois ont été assez bons de ce point de vue, en raison même du cinquantenaire. Mais nos amis ne doivent pas cesser d'être vigilants. Ils connaissent comme nous la dureté des temps. Ils savent que la survie d'une Revue comme la nôtre tient du tour de force. Nous avons toujours besoins d'eux.

Et puis, il y a la difficulté de la relève qui n'est pas aussi facile à réaliser qu'à désirer. Enfin, il y a toujours les divergences qui apparaissent même quelquefois à la surface des eaux, c'est-à-dire dans ces colonnes. Mais cela, ce n'est pas une difficulté. Ces discussions, parfois très vives sont la raison d'être de « la R.P. ». Sans ces confrontations, sans ce qu'elles nous apportent, qu'aurait-elle à faire à durer ?

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 25 F — 1 an, 50 F.

Autres pays : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F

C.C.P. 734.99 Paris

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12^e

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE FEVRIER 1975

RECETTES

| | | |
|------------------------------|----------|------------------|
| Abonnements ordinaires | 2.782,89 | |
| Abonnements de soutien | 2.216,78 | |
| | | 4.999,67 |
| Souscription | | 790,43 |
| Vente au numéro | | 90,00 |
| Compte U.D.S. | | 30,00 |
| Participation au repas | | 2.490,40 |
| Total Recettes | | 8.400,50 |
| Solde au 1-2-75 | | 11.045,96 |
| | | <u>19.446,46</u> |

DEPENSES

| | | |
|---------------------------------------|-----------|------------------|
| Impr. Expéd. N° octobre 74 | 3.350,33 | |
| Impr. Expéd. N° nov. déc. 74 | 3.531,97 | |
| Frais déplacements janvier février .. | 264,00 | |
| Acompte sur repas du cinquantenaire | 1.000,00 | |
| Total Dépenses | 8.146,30 | |
| Solde au 28-2-75 | 11.300,16 | |
| | | <u>19.446,46</u> |

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Nicaise Pierre (78), 150 ; Lacrouts (14), 120 ; Fichet (93), 70 ; Meyssonier (22), 60 ; J.-D. Martinet (75), 250 ; Finidori (Tunisie), 100 ; Walusinski (92), 100 ; Pellet (13), 70 ; Mme Cellier (42), 100 ; Buren (21), 100 ; Teilhac (66), 100 ; Gaudin (77), 100 ; Maitre (75), 60 ; Berthommier (26), 100 ; Simon (38), 60 ; R. Debré (75), 200 ; Hervé Jacques (37), 100 ; Simplet (69), 60 ; Body (78), 85 ; Bobillier (Suisse), 101,78 ; Pons (01), 60 ; Blondeau (75), 70. — Total : 2.216,78.

SOUSCRIPTION

Lacroust (14), 180 ; Puechagut (30), 50 ; Roux (87), 10 ; Duperray (42), 8 ; Organde (38), 20 ; Nouvelle (91), 20 ; Caps (33), 10 ; Mader (93), 30 ; Maitre (75), 40 ; Vailard (92), 60 ; Testud (42), 10 ; Hémy (71), 15 ; Deruest (Belgique), 121,95 ; Cazaubon (65), 40 ; Finidori (Tunisie), 35 ; Lippe (Belgique), 122,48 ; Duperray (42), 8 ; Roessel (75), 10. — Total : 790,43.

LES ÉDITIONS SYNDICALISTES

publient et vendent les ouvrages des nôtres, parmi lesquels :

LA PRESSE QUOTIDIENNE

Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent

de Nicolas FAUCIER 15 F

J'AVAIS VINGT ANS

de René MICHAUD 13 F

Un jeune ouvrier au début du siècle

LA DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE

de Robert LOUZON 5 F

LES TROIS PHASES DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

de Raymond GUILLORE 5 F

21, rue Jean-Robert, 75018 Paris - Tél. 607.02.06
C.C.P. 21764-88 Paris

Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT